



**Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde**

**Adresse du siège d'activité : 345, Avenue de l'Observatoire, 4000  
Liège, Belgique  
téléphone : 00 32 4 226 62 85  
Email: [international@cadtm.org](mailto:international@cadtm.org)**

**Synergies Sud-Sud pour abolir la dette et  
construire un monde basé sur la justice  
sociale et le respect de la nature**

**Demande de soutien dans le cadre du Programme  
partenaires du CNCD**



## **Table des matières**

**I. Vue d'ensemble du programme p4**

**II. Données administratives (nom, coordonnées, personne de contact) p4**

**III. Description des partenaires du Sud**

**Réseau Afrique p 6**

**Réseau CADTM AYNA p 8**

**Réseau Asie du Sud p 10**

**IV. Description du partenariat existant entre l'organisation membre belge et les partenaires du Sud p 11**

**V. Problématique et contexte p 16**

**VI. Description du programme et des actions prévues p 22**

**AXE 1. Renforcement du CADTM Afrique p 22**

**Action 1 : Participer au renforcement du mouvement altermondialiste (processus FSM et mouvements sociaux) p 22**

**Action 2 : Pousser à la mise en place d'audits de la dette et à la reconnaissance de la dette illégitime p 26**

**Action 3 : Réaliser une campagne sur le cinquantième des indépendances africaines p 30**

**Action 4 : Renforcer les capacités des femmes africaines et l'analyse du CADTM Afrique sur la question du genre p 32**

**Action 5 : Renforcer les capacités de coordination du CADTM Afrique p 35**

## **Axe 2. Renforcement des synergies Sud-Sud p 36**

**Action 1 : Renforcement des synergies intercontinentales au sein du réseau CADTM p 37**

**Action 2 : Renforcement des mouvements sociaux et campagnes mondiales contre la dette, p 38**

**Action 3 : Renforcement des interpellations politiques p 40**

## **VII. Les publics cibles du Programme P 46**

**VII. La viabilité et durabilité du Programme p 47**

### **ANNEXE PAGE 48**

**Fiche de présentation des organisations membres du réseau CADTM p 49**

**Fiche de présentation des organisations membres des réseaux continentaux, en instance d'adhésion au réseau International du CADTM p 60**

## I. Vue d'ensemble du programme

Le programme « Partenaires » que la CADTM Belgique introduit est destiné exclusivement au Sud et constitue le résultat d'une élaboration collective avec ses partenaires du Sud, plus précisément avec les Comités de coordination des réseaux continentaux en Afrique, en Asie et en Amérique latine-Caraïbes. Il s'inscrit dans la continuité du programme triennal AFOC (Afrique centrale et Afrique de l'ouest, introduit auprès du CNCD en 2007), dont l'objectif principal était le renforcement des synergies entre les partenaires d'Afrique centrale et d'Afrique de l'ouest. Ce qui a contribué à la constitution d'une structure continentale en 2009 : le CADTM Afrique qui réunit tous les partenaires de ces deux sous-régions ainsi que l'Afrique du Nord. Ce nouveau programme triennal, articulé autour de deux axes complémentaires (Axe 1 : le renforcement du CADTM Afrique et Axe 2 : Renforcement des synergies Sud-Sud) vise, quant à lui, le développement des synergies au Sud avec l'Afrique au cœur de ces différentes connexions. Ce programme « Partenaires » s'inscrit avec les 2 autres projets « Citoyenneté et Démocratie » introduits par le CADTM Asie et le CADTM AYNA (Abya Yala Nuestra America) dans une stratégie globale de renforcement des citoyens du Sud pour qu'ils se mobilisent pour l'abolition de la dette du tiers-monde et le respect effectif des droits humains fondamentaux, dont le droit au développement.

## II. Données administratives (nom, coordonnées, personne de contact)

Nom : Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde - ASBL

Sigle : CADTM

Adresse du siège social : 149, Montagne Ste-Walburge ; 4000 Liège

Adresse du siège d'activité : 345, av. de l'Observatoire ; 4000 Liège

Téléphone/fax : 04 / 226 62 85

Site internet : [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

Virginie de Romanet : [virginie@cadtm.org](mailto:virginie@cadtm.org) / 0472 69 53 57

Renaud Vivien : [renaud@cadtm.org](mailto:renaud@cadtm.org) / 0497 04 79 99

### III. Description des partenaires du Sud

Le réseau compte à cette date 30 membres, établis dans 25 pays sur 4 continents, répartis comme suit :

<b>Secrétariat International</b> CADTM Belgique <sup>1</sup>
-----------------------------------------------------------------

<i>Europe</i>	<i>Afrique de l'Ouest</i>	<i>Afrique centrale</i>	<i>Amérique Latine et Caraïbe</i>	<i>Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA, Middle East and North Africa)</i>	<i>Asie</i>
<b>Membres</b>	<b>Membres</b>	<b>Membres</b>	<b>Membres</b>	<b>Membres</b>	<b>Membres</b>
1) CADTM Belgique 2) CADTM France 3) CADTM Suisse	4) CADTM /APROFES Sénégal 5) FNDP Côte d'Ivoire 6) CADD Bénin 7) CADTM Togo 8) ATTAC Togo 9) CAD Mali 10) RNDD Niger 11) Attac-CADTM Burkina Faso 12) CERIDA Guinée Conakry 13) RPC Mauritanie	14) NAD Kin - RDC 15) CADTM Lubumbashi 16) NAD Unikin 17) CADTM/APASH Congo Brazza 18) Solidaires Congo Brazza 19) Liga Jubileu Angola	20) Red Venezolana para la Abolición de la Deuda/ CADTM Venezuela 21) UNEB Colombie 22) CADTM Equateur 23) PAPDA Haïti 24) ATTAC Argentine	25) AGAS Syrie 26) ATTAC-CADTM Maroc 27) RAID-ATTAC - CADTM Tunisie	28) VAK/CADTM Inde 29) CADTM Pakistan 30) ATTAC Japon

<sup>1</sup> Si le CADTM Belgique assure - pour l'instant - le secrétariat international, il n'existe pas de structure de direction internationale du réseau.

**Les quatre principales étapes pour adhérer au réseau CADTM International sont les suivantes (article 6 de la Charte de fonctionnement du réseau CADTM):**

1. Collaboration effective et continue avec une ou plusieurs organisations membres du réseau international ;
2. Soutien de la candidature par une organisation membre de l'atelier concerné ;
3. Réunion en atelier régional et approbation par les membres de cet atelier ;
4. Adhésion formelle lors de l'assemblée mondiale du réseau.

Certaines organisations d'Amérique latine et d'Asie ne sont pas encore membres du réseau international – leur adhésion sera confirmée à la prochaine Assemblée mondiale du réseau qui se tiendra en Belgique en novembre 2010, ce qui explique pourquoi leur nom ne figure pas dans le tableau ci-dessus. Cependant ces organisations se sont intégrées au réseau CADTM Amérique latine (AYNA) lors de sa constitution le 15 novembre 2009 et au CADTM Asie constitué le 12 décembre 2009. Après le travail effectué au sein du réseau continental, l'Assemblée mondiale entérinera leur intégration au réseau international.

Il s'agit des organisations suivantes (elles sont présentées en annexe) :

- Auditoria cidada da divida du Brésil
- Plataforma DESCAM d'Uruguay
- Institute for Environment and Développement du Bangladesh
- The Law and society trust du Sri Lanka

Le tableau qui figure à la page précédente rend compte de la présence effective des organisations au sein du réseau au sortir de l'Assemblée mondiale du réseau international CADTM de décembre 2008. Il vise juste à donner une vision globale de l'ensemble du réseau par grands ensembles géographiques du monde qui correspondait auparavant aux ateliers.

## Réseau CADTM Afrique

Adresse : Secrétariat CADTM Afrique S/C ATTAC TOGO, Rue des Evalas, Quartier Djidjolé 14 BP 173 Lomé Tél : (00228) 902 92 45// (00 228) 979 44 12 TOGO

Nom et titre de la personne juridiquement responsable : Samir Abi, Secrétaire général d'ATTAC Togo.

Le CADTM Afrique s'est doté, au moment de sa constitution, d'une instance chargée de coordonner le réseau en Afrique.

Les membres du Comité de coordination du CADM Afrique sont :

<b>NOM ET PRENOM</b>	<b>PAYS</b>	<b>ADRESSE ELECTRONIQUE</b>
ABI SAMIR	TOGO	<a href="mailto:samirtg@yahoo.fr">samirtg@yahoo.fr</a>
KONE Solange	COTE D'IVOIRE	<a href="mailto:konesol@yahoo.fr">konesol@yahoo.fr</a>

MUKENDI Luc	RD CONGO	<a href="mailto:hluc@yahoo.fr">hluc@yahoo.fr</a>
RAHMANI Mimoun	MAROC	<a href="mailto:rahmani.mimoun@gmail.com">rahmani.mimoun@gmail.com</a>
BARRY Aminatou	MALI	<a href="mailto:baryaminatou@yahoo.fr">baryaminatou@yahoo.fr</a>

### Date de la création juridique

29 octobre 2009. L'acte constitutif du réseau CADTM est consultable sur le lien suivant : <http://www.cadtm.org/Acte-Constitutif-et-Document-de>

### Régime juridique éventuel

Aucun pour le réseau CADTM Afrique. En revanche, les organisations ont pour la plupart la personnalité juridique.

### Mission des partenaires

L'objectif principal du réseau CADTM Afrique est d'apporter un appui aux actions menées sur le continent africain pour l'annulation total et inconditionnelle de la dette des pays du Tiers Monde par divers associations, syndicats, ONG de développement et mouvements sociaux. Le réseau CADTM Afrique entend également œuvrer en soutien à la réalisation et la promotion d'alternatives africaines basées sur les réalités locales pouvant aboutir à terme à la satisfaction des droits civiques, économiques et socio-culturels des populations africaines et du Tiers Monde en général. Le réseau se donne donc comme missions de :

- renforcer la capacité de ses membres sur ses problématiques d'action, (pour notamment encourager l'écriture, etc...) ;
- renforcer la communication entre ses membres ;
- créer des espaces de d'interpellation à l'égard des gouvernants africains sur base de la Charte politique du réseau CADTM<sup>[1]</sup>;
- développer des partenariats avec d'autres acteurs sociaux sur l'ensemble du globe.

L'ensemble de ces missions et objectifs sera réalisé en étroite collaboration avec les autres associations membres du réseau international CADTM en Amérique latine, en Asie et en Europe notamment le CADTM Belgique.

### Bref historique des activités réalisées dans le passé :

Nous listons ici seulement les principales activités régionales et internationales réalisées par les partenaires en Afrique dans le cadre du programme AFOC introduit en 2007. Toutes ces activités s'inscrivaient dans le cadre d'ateliers régionaux du réseau CADTM visant à renforcer les synergies entre les différentes sous-régions d'Afrique (Afrique centrale, Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord) pour une transformation radicale des rapports Sud-Nord et l'émancipation sociale des populations.

- Le Séminaire sur l'audit de la dette et des ressources naturelles en Afrique centrale (23 et 24 novembre 2007 à Kinshasa[2])
- Séminaire sur l'audit de la dette et les ressources naturelles en Afrique de l'Ouest (19 au 21 décembre 2007 à Abidjan[3]).
- Séminaire dette de la zone MENA (8-10 novembre 2008).
- Le 8<sup>ème</sup> séminaire international sur le thème « Dette et droits humains » à Cotonou (1<sup>ère</sup> édition en Afrique) le 26 et 27 octobre 2009[4].
- Le Forum thématique sur la dette à Lomé du 30 octobre au 1<sup>er</sup> novembre [5]

Notons que tous les ans a lieu, en marge du Forum des peuples organisé au Mali par la CAD Mali (membre du réseau CADTM), une réunion interne du réseau CADTM qui est indispensable au renforcement des synergies au sein du réseau. Rajoutons également que deux réunions du réseau Afrique se sont tenues en marge du Forum Social du Maroc à Bouznika (près de Casablanca) en janvier 2008 ainsi qu'à Liège en marge de l'Assemblée mondiale du réseau de décembre 2008.

#### Synergie de partenariats (collaboration du partenaire avec d'autres) :

- ATTAC
- Marche mondiale des Femmes MMF
- Jubilé Sud
- AFRODAD
- Réseau *Etranges Rencontres*

#### Moyens financiers généraux

Du fait de sa récente constitution, le CADTM Afrique ne dispose d'aucun moyen propre. Seules les organisations individuelles membres du CADTM Afrique disposent, pour certaines d'entre elles, d'un financement (limité). De ce fait, la recherche de fonds par la CADTM Afrique constitue sa priorité et l'introduction de ce programme Partenaires est d'une importance capitale pour le réseau. Le Secrétariat international du réseau, le CADTM Belgique, apporte une aide ponctuelle mais ne peut aller au-delà, au regard notamment de la Charte de fonctionnement du réseau et de son article 3 notamment. Pour ce programme, le CADTM Belgique contribuera par année à hauteur de 10 000 euros par an sur 3 ans.



## Réseau CADTM Abya Yala Nuestra América (AYNA)

**Adresse:** Calle 38 No 16-34, Santafe de Bogotá- Colombia  
Tél : +57 3200538 / 2854517 Fax : + 57 3381324

Responsable principal : William Gaviria Ocampo, [wgocampo@gmail.com](mailto:wgocampo@gmail.com)

Le réseau CADTM AYNA s'est doté d'un comité de facilitation composé des personnes suivantes

NOM	ORGANISATION / PAYS	ADRESSE MAIL
William Gaviria	CADTM Colombie / Colombie	wgocampo@gmail.com
Ramiro Chimuris	Plataforme DESCAM / Uruguay	ramirochimuris@gmail.com
Maria Elena Saludas	ATTAC Argentine / Argentine	mesaludas@yahoo.com,ar

**Date de création du réseau:** 15 novembre 2009.

**Régime juridique:** A définir.

### Bref historique des activités réalisées par le réseau:

Le Réseau CADTM AYNA se trouve actuellement en phase d'organisation et de croissance. Le premier atelier régional du Réseau "Dettes et politique économique" s'est tenu à Bogotá en Colombie avec la participation de représentants de 6 pays de la région et a réuni près de 80 personnes.

Pour 2010, le Réseau a comme projet :

- la Publication d'une étude sur la dette publique interne en Amérique Latine.
- la Réalisation d'atelier régional de formation sur le thème de l'audit et des questions juridiques liées à la dette.
- l'Organisation de bulletin électronique bimensuel sur les thèmes de l'audit de la dette, de la dette écologique, de la dette et de luttes des femmes et de l'architecture financière régionale.

### Synergies avec d'autres réseaux :

Issues d'une variété de mouvements sociaux, les organisations membres du Réseau CADTM AYNA maintiennent un contact d'autres réseaux qui travaillent dans la région comme ATTAC, Jubilé Sud, l'Observatoire International de la Dette et l'Alliance Sociale Continentale.

### Ressources Financières :

Etant dans les premières étapes d'organisation, le réseau entame un processus de recherche de financement pour ses activités à un niveau régional. De cette façon dans cette première étape le

CADTM AYANA sollicite l'appui du CNCD pour assurer la croissance et la consolidation postérieure du Réseau dans la région.

## Réseau CADTM Asie du Sud

**Adresse:** CADTM South Asia network c/o Vikas Adhyayan Kendra, D1 Shivdham, 62 Link Road, Malad (West), Mumbai- 400 064, INDIA, Tel. No. +91-22-2882 28 50 / 2889 86 62 Fax No. +91-22-2889 89 41,

Responsable principal : Ajit Muricken, [vak@bom3.vsnl.net.in](mailto:vak@bom3.vsnl.net.in)

Le réseau CADTM Asie est un réseau régional d'individus et d'organisations des pays d'Asie du Sud. Il s'est constitué le 12 décembre 2009. Le réseau agit en lien avec d'autres mouvements et organisations luttant pour les mêmes idéaux. Son principal axe de travail, à côté de la question de la dette est l'élaboration d'activités et d'alternatives radicales pour la création d'un monde respectueux des droits fondamentaux, des besoins et libertés des gens.

### Sa mission :

- i. Proposer une analyse détaillée des origines et des conséquences de la dette dans la région et présenter des options fonctionnelles et politiques pour son annulation;
- ii. Elaborer des alternatives pour financer le développement humain et transformer radicalement le cadre institutionnel et financier mondial;
- iii. Définir la voie vers la protection universelle de droits fondamentaux;
- iv. Renforcer les mouvements sociaux et les réseaux citoyens aux niveaux nationaux et internationaux;
- v. Faire pression sur les dirigeants politiques à chacun de ces niveaux pour les pousser à mettre en place des garanties relatives aux droits humains fondamentaux et exécuter les alternatives proposées par le CADTM et d'autres mouvements sociaux.

### Bref historique des activités passées :

Le réseau compte à son actif l'organisation de trois ateliers en collaboration avec d'autres réseaux, organisations populaires, membres de la société civile, militants et individus.

- i. Le 1<sup>e</sup> atelier sud-asiatique sur dette et IFIs s'est tenu à Colombo au Sri Lanka en janvier 2008
- ii. Le 2<sup>e</sup> atelier sud-asiatique sur la dette et IFIs s'est tenu à Katmandou, au Népal, en janvier 2009
- iii. Le 3<sup>e</sup> atelier sud-asiatique sur la dette et IFIs s'est tenu à Dhaka au Bangladesh en décembre 2009

Ces ateliers ont rassemblé la plupart de ceux qui travaillent sur cette question de la dette qui ont questionné la vision de développement des IFIs et leurs modèles de développement. Il est important de noter que les IFIs sont d'importants créanciers des pays de l'Asie du Sud. C'est à ce titre que différents

projets financés par les IFI's dans les pays dans d'Asie du Sud ont été présentés et leurs implications discutées. L'atelier a également analysé les changements structurels néfastes occasionnés par ces projets.

Il était crucial d'examiner la privatisation qui découle de la commercialisation des biens et des services publics. L'implication pour les travailleurs a représenté une partie fondamentale de l'analyse. En dehors des coûts au plan économique, l'analyse s'est portée sur les niveaux de participation et de contrôle de différents groupes sociaux sur le déroulement des opérations. En se basant sur ces analyses, les ateliers ont décidé de donner lieu à une campagne régionale contre la privatisation des services fondamentaux.

Les ateliers visaient également au renforcement de la campagne déjà existante contre la dette et les IFI's dans la région et dans les différents pays et faciliter aussi son intégration dans la campagne régionale pour la lutte commune en faveur de l'annulation de la dette et de l'éradication de la pauvreté. Ils avaient pour objectif de rassembler des participants de plusieurs endroits de la région et au-delà.

Le réseau en voie de constitution a également publié la traduction du Manuel de l'Audit<sup>2</sup> en Bangla (Bengale oriental, Bangladesh), Ourdou (Pakistan) et Cinghala (Sri Lanka). Il a également réalisé d'autres publications sur la dette et les implications de l'ordre économique dominant sur les masses.

i. *Freedom from Debt and Domination – Case studies from South Asia* (La libération de la dette et la domination – Études de cas en Asie du Sud )

ii. *Debt Crisis in South Asia – Role of International Financial Institutions A collection of case studies from South Asia.* (i. La Crise de Dette dans le sud-est asiatique – le Rôle des Institutions Financières internationales une série d'études de cas en Asie du Sud).

Il a aussi préparé et a distribué différent matériel de campagne comme des dépliants, des prospectus, etc.

Il a été avec d'autres réseaux au premier rang des campagnes sur les questions de pauvreté, paix régionale, justice, discrimination, etc.

## **IV. Description du partenariat existant entre l'organisation membre belge et les partenaires du Sud**

### **Objectifs du partenariat :**

Le programme « Partenaires » du CADTM, s'inscrit sur une période de trois ans et se fixe plusieurs objectifs fondamentaux pour les axes composant ledit programme :

- **renforcer les capacités des partenaires en termes de recherche et de production d'analyses** sur la question de la dette et du développement. Notons que le genre est une

---

<sup>2</sup> <http://www.cadtm.org/Menons-l-enquete-sur-la-dette>

thématique transversale du programme et plus généralement du travail du CADTM car elle se retrouve indirectement dans toutes ses actions (respect de la parité dans la désignation des délégués du réseau ; dans nos publications, nous soulignons que les femmes sont les principales victimes de l'endettement, etc). Dans ce programme, nous mettrons encore plus l'accent sur cette thématique en lui consacrant une action (Voir Action 4 de l'Axe 1) .

- **renforcer les capacités des partenaires en termes d'action d'éducation permanente.** L'objectif est que les partenaires du Sud s'approprient l'expertise développée par le CADTM Belgique (à travers ses publications notamment) mais également par d'autres membres du Sud (comme la CAD Mali dans le domaine de l'audit de la dette ou encore la PAPDA Haïti pour la thématique des réparations notamment). La réalisation de cet objectif passe par le renforcement des collaborations et des synergies entre les différents partenaires du CADTM.
- **renforcer l'autonomie du réseau CADTM au Sud** en renforçant les collaborations et les synergies entre les partenaires du Sud. Ce qui passe nécessairement par l'organisation d'ateliers où les délégués des différents continents sont présents.
- **augmenter la sensibilisation et la formation des citoyens du Sud et du Nord**, quant à la nécessité d'une véritable annulation de la dette du Tiers Monde ainsi que d'un changement radical de politique, mettant au centre de la réflexion, les besoins humains fondamentaux. Ce qui passe par l'organisation d'activités publiques au Sud, l'élaboration d'outils pédagogiques (dépliants, etc), l'écriture d'articles, la sensibilisation des médias, etc. Le CADTM Belgique fera systématiquement remonter l'information récoltée sur le terrain par les membres du Sud en diffusant largement leurs articles (via le site internet du CADTM, les listes mails des différentes plates-formes comme celles du CNCD, etc...) ou en faisant circuler l'information brute lorsque celle-ci n'aura pu faire l'objet d'un article.
- **augmenter la sensibilisation des médias** aux enjeux du droit au développement en relation avec la dette. Ce qui passe une démarche pro-active envers les différents médias (radio, TV, etc) et l'organisation d'activités publiques pour attirer les journalistes.
- **renforcer l'interpellation des représentants politiques (du Sud et du Nord) et des organisations internationales (FMI, Banque mondiale...)** sur la nécessité de mettre un terme à la spirale infernale de l'endettement et de parvenir à l'établissement de modèles de développement socialement justes et écologiquement soutenables.

Soulignons que les partenaires du Sud sont intervenus de façon participative à l'élaboration du programme :

- en proposant un certain nombre d'activités dans ce programme qui ont, pour la plupart, été retenues (après concertation avec le CADTM Belgique, le CADTM AYNA et le CADTM Asie) ;
- en élaborant une ébauche de projet qui a constitué par la suite l'ossature du programme et
- en apportant de multiples amendements tout au long de la rédaction du programme.

### **Historique des relations entre les partenaires et le CADTM :**

La naissance du réseau CADTM International commence avec la création, **en 1998**, du CADTM Togo. L'année 2000 va marquer un tournant dans la construction du réseau en Afrique. En effet, depuis la tenue de la conférence : « Dakar 2000: des résistances aux alternatives », un contact de plus en plus régulier s'est établi entre le CADTM Belgique et des organisations africaines pour faire le point de façon constante sur les conséquences de l'endettement en termes sociaux et environnementaux, sur les me-

sures d'allégement, sur l'élaboration des Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP), sur les alternatives des mouvements sociaux et leurs activités. Ces contacts ont permis de développer le partenariat entre le CADTM Belgique et plusieurs organisations africaines. Ce qui s'est traduit par l'adhésion de ces structures au réseau international CADTM.

**En 2003**, le réseau décide de se formaliser d'avantage, afin de faciliter et encourager l'adhésion et l'implication d'organisations existantes, en particulier en Amérique Latine et en Asie pour favoriser notamment les convergences Sud-Sud. En effet, après s'être concentré sur le développement du réseau en Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale, le réseau développe des partenariats en Asie et dans la région Amérique du Sud et Caraïbe. L'extension vers l'Amérique latine et l'Asie renvoie à une préoccupation des membres africains du réseau pour renforcer les liens Sud/Sud. Ceci implique donc une formalisation du réseau (procédure d'adhésion, réunions mondiales, etc.).

Ainsi, à partir de 2003, le Secrétariat organise annuellement, en collaboration avec les membres du réseau :

- o la participation aux Forums Sociaux mondiaux (et notamment au Conseil International), régionaux, nationaux, locaux
- o un Séminaire international pour des échanges d'analyses et d'expérience, dans un but d'autoformation et de renforcement des liens entre les membres du réseau, généralement axé sur les questions de droit (et avec le renfort du groupe droit, qui est créé en 2002 et regroupe des membres du CADTM Belgique et des personnes du réseau afin de développer l'argumentaire juridique du CADTM)
- o des réunions de renforcement du réseau CADTM international
- o les ateliers : dès 2003, des ateliers sont organisés en Afrique de l'Ouest pour sensibiliser et présenter les analyses du CADTM sur les CSLP. Ces ateliers se sont par la suite étendus à d'autres régions (MENA, Amérique Latine, etc.) et ils ont servi de base à une organisation régionale des organisations membres du CADTM, favorisant ainsi une certaine « décentralisation » vis-à-vis du CADTM Belgique.

**A partir de fin 2006**, le réseau commence à réfléchir à la phase suivante, qui sera celle de la consolidation du réseau. Si elle se formalise avec la ratification des Chartes en 2009, elle a été entamée bien avant, avec la préparation des Chartes et d'un nouveau programme stratégique d'action pour le Secrétariat et le réseau. En effet, 2006 voit plusieurs réunions stratégiques, qui vont aboutir au lancement du processus de consolidation, favorisant la systématisation et, partant, une autogestion plus proactive du réseau. Les programmes d'action ainsi que les évaluations sont systématiquement réalisées en collaboration avec les organisations membres du réseau (des rencontres spécifiques sont notamment organisées, de façon plus formelle depuis 2006).

L'Assemblée mondiale du réseau CADTM International **en décembre 2008** a marqué un tournant dans la structuration du réseau. En effet, après des années d'extension, il était nécessaire d'améliorer la structure du réseau pour le consolider, d'où l'adoption d'une nouvelle Charte politique et d'une Charte de fonctionnement<sup>3</sup>. Notons ici que le respect de la dimension genre est un principe contenu dans la charte politique du réseau. Ainsi un ensemble de mesure est prise pour favoriser le plus possible l'émer-

<sup>3</sup> <http://www.cadtm.org/Charte-politique> ; <http://www.cadtm.org/Charte-de-fonctionnement>

gence et la participation plus grandes des femmes aux activités du réseau. La parité genre est systématiquement respectée lors d'envoi de délégués pour représenter le réseau pour des activités. Dans le cadre de ce projet des activités sur le genre seront organisées chaque année afin de mieux sensibiliser les partenaires du Sud sur cette problématique et renforcer les militantes du Sud dans leurs actions pour promouvoir le genre.

La ratification définitive de la Charte politique et de la Charte de fonctionnement a eu lieu en marge du FSM à Belém le 2 février 2009 lors de la seconde phase de l'Assemblée mondiale du réseau. Ces deux Chartes lient les différentes organisations membres du réseau et visent à garantir leur autonomie politique. Chaque membre décide, en effet, de son action et de ses thématiques de travail dans les limites de la Charte politique du CADTM élaborée collectivement par le réseau. Mais il va de soi que la diminution de la dépendance des membres du Sud à l'égard du CADTM Belgique passe également par le renforcement de l'autonomie financière. Face au changement important de contexte politique et économique marqué depuis l'automne 2008 par la crise financière, économique, politique, sociale, énergétique et alimentaire notamment, mais également par un souffle nouveau qui a traversé le processus des FSM, les Chartes ont été utilisées de façon immédiate par les membres.

Notons également que lors de l'assemblée mondiale du réseau de décembre 2008, l'adhésion de 4 nouvelles organisations au réseau a été ratifiée par les membres du réseau. Il s'agit de RPC Mauritanie, ATTAC Togo, ATTAC Argentine et ATTAC Japon.

#### **NB : sur l'apport du projet AFOC (Afrique centrale et Afrique de l'ouest, 2007-2009) dans le renforcement du réseau CADTM Afrique**

Le CADTM Belgique a collaboré avec ses partenaires africains sur un grand nombre d'activités diverses (conscientisation, sensibilisation, actions d'éducation permanente, formations, actions internationales, ...) leur apportant un soutien technique, matériel ou financier, grâce notamment au Projet AFOC (2007-2009) financé par le CNCD. Cette collaboration fructueuse entre le CADTM Belgique et les organisations africaines depuis une dizaine d'années a permis au réseau international CADTM de se renforcer de manière significative et d'être plus visible dans les grands événements du mouvement altermondialiste ces dernières années. Le CADTM Belgique a soutenu activement l'idée de la création du réseau CADTM Afrique afin de renforcer l'autonomie de ses partenaires africains. Ce qui s'est concrétisé en novembre 2009 lors de la réunion du CADTM Afrique à Cotonou (au Bénin). Notons que cette réunion, financée en partie par le CNCD, a été organisée en marge de 2 activités publiques au Bénin (le 8<sup>ème</sup> séminaire international du CADTM sur le droit et la dette – 1<sup>ère</sup> édition en Afrique) et au Togo (Forum thématique sur la dette), auquel ont participé des délégués des Ateliers Amérique latine-Caraïbes (devenu CADTM AYNA), Asie du Sud (CADTM Asie du Sud) et Europe (CADTM Belgique et du CADTM France). La participation de ces différents délégués était indispensable pour renforcer les synergies au sein du réseau CADTM. Le renforcement de ces synergies constitue un des objectifs du Programme « Partenaires ».

#### **Méthodologie prévue pour renforcer le partenariat :**

Nous envisageons différentes méthodes pour renforcer le partenariat entre d'une part, le CADTM Belgique et les membres du Sud et d'autre part, entre les partenaires du Sud (CADTM Afrique, CADTM AYNA et CADTM Asie du Sud). Nous comptons :

- **Fournir une aide directe à la rédaction d'articles** pour renforcer les capacités des partenaires en termes de recherche et de production d'analyses. Nous mettrons notamment en place des binômes de femmes (1 Africaine et 1 Européenne) pour faciliter l'écriture d'articles par les membres du Sud et renforcer la visibilité des femmes du réseau CADTM.
- **Faciliter la transmission de l'expertise** pour renforcer les capacités des partenaires en termes d'action d'éducation permanente. Nous assurerons notamment la présence de délégués du réseau à la formation donnée par l'Institut Amsterdam (Voir Action 3 de l'Axe 2) ; le déplacement de délégués ayant une expérience avancée en matière d'audit de la dette ; la distribution gratuite de livres pour les membres du réseau lors des déplacements des délégués du CADTM Belgique au Sud ; la présence de délégués des autres « sections » continentales du CADTM, etc.
- **Faciliter la coordination du réseau au Sud par les partenaires** afin de renforcer leur autonomie. Ce qui passe nécessairement par le renforcement de la communication via internet et le téléphone ainsi que par l'organisation d'ateliers où les délégués des différents continents sont présents. La constitution des différents ateliers du CADTM en structure CADTM (CADTM Afrique, CADTM AYNA et CADTM Asie du Sud) s'est accompagnée à chaque fois par la création d'une instance de coordination, chargée notamment de suivre l'exécution du programme « Partenaires ». Rappelons enfin qu'il a été convenu lors de l'Assemblée mondiale du réseau qu'une organisation du Sud devra assurer à moyen terme le secrétariat international du réseau assuré aujourd'hui par le CADTM Belgique.
- **Augmenter la visibilité du CADTM** pour augmenter la sensibilisation et la formation des citoyens du Sud et du Nord, quant à la nécessité d'une véritable annulation de la dette du Tiers Monde ainsi que de la mise en place d'alternatives centrées sur les droits humains fondamentaux et respectueux de la nature. Ce qui passe par l'organisation d'activités publiques au Sud, l'élaboration d'outils pédagogiques (dépliants, etc), la confection de drapeaux, banderoles et T-Shirt CADTM (produits avec le coton du Sud), l'écriture d'articles de presse, etc.
- **Encourager une démarche pro-active des partenaires envers les différents médias par différents moyens** : l'organisation d'événements grand public sur le panafricanisme et la dette coloniale notamment (Voir Action 3 de l'Axe 1) ; l'organisation des activités en partenariat avec d'autres mouvements anti-dette (ex : le Dialogue Sud-Nord : voir Action 3 de l'Axe 1 et l'Action 2 de l'Axe 2) mais aussi l'octroi de moyens financiers spécifiques pour la sensibilisation des médias. En effet, la promotion d'un événement est extrêmement coûteuse au Sud car les journalistes demandent à être payés pour médiatiser l'activité. Une base de données des différents sites d'informations où poster les articles du CADTM et envoyer les communiqués de presse sera également constituée par les partenaires.
- **Enrichir le plaidoyer politique des partenaires** (par le travail sur les audits de la dette, sur les liens entre la dette et d'autres thématiques telles que l'architecture financière ou encore sur les différents arguments juridiques justifiant la nullité de la dette, etc) afin de renforcer l'interpellation des représentants politiques (du Sud et du Nord) et des organisations internationales (FMI, BM ...). Des lettres d'interpellations seront rédigées par le réseau seul ou en collaboration avec les autres mouvements anti-dette. Notons ici que les partenaires du Sud entretiennent de bonnes relations avec l'ensemble des mouvements sociaux engagés sur la thématique de la dette. Ce qui se traduit par des invitations adressées à d'autres organisations pour prendre part aux activités organisées par le réseau et aussi par le fait que les

organisations membres du réseau participent périodiquement aux activités organisées par d'autres acteurs sociaux au Sud comme au Nord. Les différentes organisations membres du réseau participent à la rédaction du bulletin des campagnes dettes mise en œuvre par l'ensemble des mouvements qui travaillent sur la thématique de la dette. Les pouvoirs publics font également objet par les nombreuses invitations adressées à leur endroit pour prendre aux activités organisées par le réseau mais également par la mise à leur disposition des publications du réseau sur la dette.

L'exécution du programme sera essentiellement l'œuvre des partenaires du Sud car une bonne partie des actions dans le programme aura lieu au Sud et les organisations du Sud seront systématiquement associées aux actions prévues au Nord dans ce programme. La communication entre partenaires se fait par le biais des listes de diffusions du réseau. Les communications via skype et appels téléphoniques seront de plus en plus développés dans le cadre de ce programme.

Les Comités de coordination des réseaux Afrique, Asie et AYNA sont en contact permanent avec le CADTM Belgique et sont responsables du suivi du programme. Ils ont aussi dans leurs attributions la recherche de financement pour réussir les actions prévues dans le programme et pérenniser leurs actions après le programme. A moyen terme, une organisation membre devra assurer le secrétariat international du réseau, conformément à la Charte de fonctionnement.

## V. Problématique et contexte

### Explication de la problématique de départ :

Le programme stratégique du CADTM est construit à partir du constat suivant : **le fardeau de la dette et l'imposition des politiques imposées par le FMI et la Banque mondiale constituent des problèmes majeurs pour l'ensemble des pays du Sud en général.** Ce constat est largement partagé par la presque totalité des acteurs, institutionnels ou associatifs, du développement, au-delà des divergences d'opinions sur ces questions.

**Les politiques d'ajustement structurels (PAS) se généralisent au début des années 80, lorsque éclate la crise de la dette du tiers-monde en 1982.** Dette et ajustement structurel sont des problématiques intimement liées, voire indissociables. Dès 1982, lorsqu'un pays était contraint de cesser les remboursements du service de la dette (ce fut le cas de la plupart des pays d'Amérique latine et d'Afrique au cours des années 1980 mais aussi de l'Asie à la fin des années 1990), le FMI a accepté, à la demande des créanciers internationaux, de prêter l'argent nécessaire aux PED pour rembourser leurs dettes externes. Mais au préalable, le pays concerné était tenu de signer avec le FMI une lettre d'intention par laquelle il s'engageait à appliquer les conditionnalités détaillées dans les plans d'ajustement structurel (PAS). Avec l'accroissement de l'endettement, la Banque mondiale a également, en accord avec le FMI, développé ses interventions dans une perspective macro-économique et imposé de plus en plus la mise en place de politiques d'ajustement structurel. Elle est intervenue en conseillant les pays sous ajustement structurel et en participant parfois au financement de ces réformes inspirées du *Consensus de Washington*, grâce à des prêts spécifiques. Le *Consensus de Washington* est une expression créée en 1989 par l'économiste américain John Williamson pour désigner une série de mesures visant à dégager des ressources financières le plus rapidement possible pour les consacrer au remboursement de la dette, afin de réduire le déséquilibre budgétaire et favoriser la croissance économique. L'application de ces mesures par les PED conditionne leur accès aux financements



externes et aux rééchelonnements de dette devant les Clubs de Paris et de Londres. Les PAS sont composés des mesures suivantes : suppression des subventions aux produits et services de première nécessité (pain, riz, lait, sucre, essence, électricité, etc.) ; réduction drastique des budgets sociaux (éducation, santé, logement, etc.) ; gel des salaires des fonctionnaires et licenciements importants dans la fonction publique ; dévaluation de la monnaie nationale développement des exportations et spécialisation dans quelques produits pour se procurer les devises nécessaires au remboursement de la dette ; ouverture totale des marchés par la suppression des barrières douanières ; suppression du contrôle des mouvements de capitaux et du contrôle En résumé, la politique économique et sociale de l'État débiteur est donc passée sous contrôle du FMI, entraînant quasi-immédiatement une dégradation des conditions de vie des population.

**Ces PAS ont alors suscité dès les années 80 de nombreuses mobilisations populaires.** Dans les pays du Sud, la campagne pour le non-paiement de la dette extérieure a pris, entre 1982 et 1990, un caractère populaire et massif en Amérique latine, continent (couvert en partie par le programme « partenaires » dans son Axe 2) le plus touché par la crise. De nombreuses organisations syndicales et paysannes latino-américaines ont tenté de promouvoir une solidarité continentale, à l'initiative de Cuba, qui a lancé la campagne « La dette est impayable ». Finalement, les gouvernements latino-américains n'eurent pas la volonté de constituer un front latino-américain pour le non-paiement de la dette. Dans la deuxième moitié des années 1980, en Afrique subsaharienne, des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées pour exiger l'arrêt des remboursements. Thomas Sankara, président du Burkina Faso (dont il est question dans ce programme, puisque 2012 marquera le 25<sup>ème</sup> anniversaire de sa mort), proposa lors d'une réunion de l'OUA (Organisation de l'Unité africaine) à Addis-Abeba en 1986 de constituer un front africain pour l'annulation de la dette. Après son assassinat, on ne trouvera plus un seul chef d'Etat africain pour faire avancer ce combat.

**Mais le débat autour de l'annulation de la dette et sur la mise en œuvre de politiques alternatives de financement du développement a globalement progressé au sein des parlements, des gouvernements et des institutions internationales.** Alors qu'au début des années 2000, la plupart des décideurs belges, européens et internationaux faisaient de l'initiative PPTTE (Pays Pauvres Très Endettés), l'horizon indépassable de l'allégement de la dette des pays les plus pauvres, les termes du débat se sont déplacés. En effet, certains pays adoptent des positions progressistes sur la dette. C'est le cas notamment de l'Equateur et de la Norvège.

Suite à une importante campagne des ONG en **Norvège**, le ministre du Développement international, Erik Solheim, a en effet annoncé le 2 octobre 2006 l'annulation unilatérale et sans conditions des créances de la Norvège sur 5 pays : Equateur, Egypte, Jamaïque, Pérou et Sierra Leone et il a reconnu la part de responsabilité de la Norvège dans leur endettement qualifié d' « illégitime ». Ces annulations, non comptabilisées dans l'APD, représentent un montant d'environ 80 millions de dollars.

En 2007, **l'Equateur** a mis en place un audit officiel de sa dette publique interne et externe via un décret présidentiel pris par Rafael Correa. La Commission d'audit ainsi créée est composée de représentants de l'Etat mais aussi de représentants de mouvements sociaux équatoriens et de représentants de réseaux internationaux agissant sur la problématique de la dette (dont le CADTM), ayant pour mandat d'identifier les dettes illégitimes qui pourraient faire l'objet ultérieurement d'une annulation. Suite au rapport de cette commission d'audit, le gouvernement équatorien a suspendu unilatéralement en novembre 2008 le remboursement d'une partie de sa dette commerciale (qui représente la majeure partie de ses dettes publiques), plus précisément des dettes contractées par les gouvernements antérieurs sous la forme de bons (les « bonos global » 2012 et 2030), dont l'audit avait permis de révéler le caractère frauduleux. 91% des détenteurs de ces bons ont ensuite accepté, le 11 juin 2009, la proposition équatorienne de n'être remboursés qu'à hauteur de 30-35% de la valeur

nominale des bons<sup>4</sup>. Le 10 août 2009, dans son discours d'investiture, le président Correa a déclaré que cette réduction de la dette « signifie un gain de plus de 300 millions de dollars annuels durant les vingt prochaines années, sommes qui serviront non aux portefeuilles des créanciers mais au développement national<sup>5</sup>. Notons enfin que le Sénat belge a adopté le 29 mars 2007 une résolution (rédigée avec l'aide du CADTM) demandant entre autre la mise en place d'un audit des créances pour identifier la part odieuse devant être annulée unilatéralement.

**L'endettement du tiers-monde ne se limite pas à un problème technique et financier car il contient plusieurs dimensions politiques.** La controverse autour de la doctrine de la dette odieuse, inscrite notamment dans la résolution du Sénat belge et placée au cœur du débat par les organisations non-gouvernementales (ONG) mais que la Banque mondiale tente de discréditer, démontre l'enjeu politique de la question de la dette. Car nombre de pays du Sud possèdent une dette odieuse : une dette sans bénéfice pour la population, contractée par des dictatures avec la complicité des créanciers. La CNUCED a même consacré en 2007 un rapport sur cette notion de « dette odieuse ». Cela démontre l'influence des organisations travaillant sur la dette du Tiers Monde comme le CADTM et ses partenaires (Jubilé Sud, EURODAD, AFROFAD, LATINDAD, JUBILE USA, etc) et plus largement du mouvement altermondialiste sur les institutions internationales comme l'ONU.

**Toutefois les politiques dictées par le FMI et de la Banque mondiale continuent à être appliquées par les gouvernements du Sud ;** creusant un peu plus les inégalités, générant un appauvrissement massif et pérennisant l'endettement des pays du Sud. Il est dès lors nécessaire que ces derniers se libèrent de la tutelle des IFI **en répudiant totalement et sans condition leurs dettes** et en mettant en pratique un modèle alternatif comprenant plusieurs axes fondamentaux : une complémentarité Sud - Sud, une redistribution de la richesse pour mettre fin aux scandaleuses inégalités sociales, la création de fonds de développement importants et démocratiquement contrôlés par les parlements et par les citoyens des pays concernés (ce qui implique l'établissement d'un mécanisme de surveillance transparent et efficace, et, de manière plus générale, de mécanismes de participation populaire directe et démocratique permettant l'élaboration et la prise en mains par les citoyen(ne)s des projets de société qui engagent leur avenir). Cette revendication de l'abolition de la dette du Sud portée par le réseau CADTM est d'autant plus forte aujourd'hui qu'une nouvelle crise de la dette est sur le point d'éclater (cf *Description du contexte économique, socio-culturel et politique des pays ciblés par le programme et en particulier pour les femmes*)

**La campagne internationale en faveur de l'annulation de la dette est aujourd'hui centrale au sein du mouvement altermondialiste.** La dynamique des Forums sociaux (au niveau mondial, continental et local<sup>6</sup>) à laquelle le CADTM participe depuis le début, a fédéré de nombreuses organisations (ONG, syndicats, mouvements sociaux, etc.) autour de cette thématique. Cependant, toutes ne partagent pas exactement la même position et la même stratégie. Un premier défi du mouvement contre la dette est donc de renforcer les synergies pour concrétiser ses revendications (l'Axe 2 du programme contribue à ce renforcement des synergies avec les autres partenaires du réseau CADTM en même temps qu'il renforce les synergies Sud Sud au sein du réseau). Deux courants existent au sein de la campagne internationale contre la dette. Les uns, comme la RCADE, Jubilé Sud et le réseau international CADTM, pensent que l'annulation de la dette doit aller de pair avec une mise en cause du système dans son ensemble. D'autres pensent qu'il faut libérer les pays du fardeau de la dette en accompagnant de manière critique la stratégie du FMI et de la Banque mondiale sans remettre en cause la logique sous-jacente. L'annulation et la répudiation unilatérales de la dette, comme actes souverains des États

<sup>4</sup> Maria Lucia Fattorelli, Rodrigo Vieira de Ávila, *Un premier résultat de l'audit de la dette par l'Equateur*, 30 juillet 2009, sur <http://www.cadtm.org/Un-premier-resultat-de-l-audit-de>

<sup>5</sup> Voir [www.cadtm.org/Discours-d-investiture-du](http://www.cadtm.org/Discours-d-investiture-du)

<sup>6</sup> Initialement basé à Porto Alegre (Brésil), le FSM s'est déplacé (Mumbai, Bamako, Caracas, Karachi, Nairobi, avant Belém en 2009).

pouvant se baser sur des audits, d'une part, et l'arbitrage international sur la dette, d'autre part, sont également deux voies débattues au sein du mouvement. Toutefois, ces différences n'empêchent pas le travail en synergie. Citons deux exemples récents. En 2005, lors du deuxième Dialogue Sud-Nord qui s'est tenu à La Havane (après celui de Dakar en 2000), les courants modérés et radicaux se sont mis d'accord pour rejeter toutes les conditionnalités imposées par les créanciers du Nord. Les notions de dette historique, sociale, culturelle et écologique (dont il est question dans ce programme) ont également enrichi la réflexion collective du mouvement tout comme la relation établie entre le mécanisme de la dette, les migrations, la souveraineté alimentaire, le trio FMI / Banque mondiale / OMC, les grands barrages et autres méga-projets énergétiques, etc. Second exemple : en 2009, lors de la Conférence internationale Sud-Nord organisée à Collevchio, une déclaration commune intitulée « *Transformer le système financier international: Pour un financement souverain, démocratique et responsable*<sup>7</sup> » a été adoptée par les représentants de 45 ONG et mouvements sociaux provenant de 30 pays différents.

Les alternatives à l'endettement extérieur sont également en débat au sein des campagnes contre la dette. En 2006-2007, la position hostile de certains PED à l'égard des IFI, manifestée par les remboursements anticipés au FMI, ont donné l'impression, à tort, que le problème de la dette et de la tutelle des IFI était en passe d'être résolu. Or, depuis l'éclatement de la crise mondiale en 2008, ces bailleurs de fonds internationaux sont à nouveau placés au cœur du jeu économique et politique. Le deuxième défi des organisations qui luttent contre la dette est donc de proposer des alternatives concrètes et immédiates à cet endettement extérieur et d'améliorer les stratégies pour qu'elles soient mises en application par les gouvernements et que l'annulation totale et inconditionnelle de toutes les dettes illégitimes soit effective. Les débats au niveau institutionnel sur les notions de dette odieuse et dette illégitime ainsi que sur la réforme de l'architecture financière internationale, provoqués par la pression du mouvement contre la dette, sont des opportunités pour aboutir à des avancées concrètes de la part des gouvernements.

## **Description du contexte économique, socioculturel et politique des pays ciblés par le programme et en particulier pour les femmes :**

**L'éclatement de la crise dans les pays industrialisés du Nord en 2008 s'est répercuté sur tous les continents, l'Afrique en tête.** Cette crise globale, qui est à la fois financière, économique, sociale, institutionnelle, environnementale et migratoire, entraîne, en effet, des conséquences majeures pour les populations du Sud (Afrique, Asie du Sud et Amérique latine) ciblés par ce programme : explosion du nombre de chômeurs et de personnes sous-alimentées, réduction de l'aide publique au développement (APD), baisse des envois de migrants, diminution des dépenses sociales au Sud et en Europe de l'Est sous la pression des institutions financières internationales (IFI), etc. Un nouveau pallier historique a même été franchi puisque selon le dernier rapport de la FAO (l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) et du PAM (Programme Alimentaire Mondial) publié en octobre 2009, plus d'un milliard de personnes souffrent aujourd'hui de la faim, soit un individu sur six : c'est 100 millions de plus qu'il y a un an.

Ce n'est pas tout. Dans les prochains mois, cette paupérisation risque encore de s'accroître **puisque une nouvelle crise de la dette publique externe (celle qui est contractée par les pouvoirs publics à l'égard des créanciers privés et publics étrangers) est en préparation comme conséquence directe de la crise mondiale.** En effet, toutes les conditions sont aujourd'hui réunies : effondrement des réserves de change de nombreux pays en développement (PED) lié à la chute du

<sup>7</sup> <http://www.cadtm.org/Transformer-le-systeme-financier>

cours des matières premières, ré endettement massif à l'égard des IFI, risque important de « socialisation » des dettes du secteur privé, forte augmentation de la dette publique interne (celle qui est contractée par les pouvoirs publics à l'intérieur du pays) et des prêts léonins Sud-Sud comme ceux accordés par la Chine et le Brésil, augmentation du coût du remboursement de la dette externe<sup>8</sup>, etc.

**Le remboursement du service annuel de la dette risque, par conséquent, d'accaparer une part encore plus importante des maigres budgets des PED, au détriment des dépenses publiques vitales pour le développement humain sur place**, rendant impossible la réalisation des timides Objectifs millénaires du développement (OMD) à l'horizon de 2015 comme s'y étaient pourtant engagés tous les Chefs d'Etats en 2000. Face au poids grandissant de leur dette, les pays devront, pour trouver un peu d'oxygène financier via les allègements de dettes et l'octroi de nouveaux prêts et dons, se soumettre davantage aux conditionnalités dictées par le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale, « revigorés » par la crise, et par le G20 (le groupe informel composé des 19 pays les plus puissants économiquement, ainsi que l'Union Européenne<sup>9</sup>).

Soulignons que **les femmes sont les victimes principales du mécanisme de la dette**. 70% de la population mondiale répertoriée comme « pauvre » est féminine. Les politiques dictées par les IFI provoquent une recrudescence du travail invisible des femmes accompagnée d'une diminution de leurs revenus. Les IFI légitiment leur politique en valorisant la légendaire « débrouillardise des femmes » qui parviennent toujours, grâce à leur « ingénuité innée », à trouver les moyens d'assurer la survie de leur famille. Dans le sillage de ces politiques d'austérité, le droit du travail se trouve déréglementé et de nombreuses zones franches sont constituées partout dans le monde. Les femmes représentent 70% des travailleurs de ces zones où règne une exploitation outrancière couplée à des droits syndicaux bafoués, des volumes horaires de travail exorbitants, des contrats précaires et des salaires infimes. Par ailleurs, la libéralisation commerciale met en péril les marchés locaux des PED avec la mise en place d'une concurrence déloyale entre des produits locaux plus onéreux que ceux, largement subventionnés, provenant de l'extérieur (cf. productions européennes agricoles bénéficiant de fortes subventions publiques inondant les marchés africains – cas des poulets congelés). Les femmes se trouvent ainsi bien souvent obligées de quitter leur travail local de subsistance (dans les secteurs de l'agriculture, de l'artisanat, de la vente) pour aller travailler à l'usine, dans les cultures de rente et dans le secteur informel. Ce phénomène contribue à encore tirer vers le bas le marché du travail féminin.

En revanche, pour certains acteurs comme **les fonds vautours**, la dette du Sud représente un vrai business. Les fonds vautours sont des fonds d'investissement privés qui rachètent à très bas prix, sur le marché secondaire de la dette, des dettes de PED à leur insu pour ensuite les contraindre par voie judiciaire à les rembourser au prix fort, c'est-à-dire le montant initial des dettes, augmenté d'intérêts, de pénalités de retard et de divers frais de justice. Un des derniers exemples en date opposait la République Démocratique du Congo (RDC) au fonds vautour FG Hemisphere, dont le siège se trouve au Delaware (États-Unis). L'affaire remonte à septembre 2004, date du rachat par ce fonds vautour d'une créance de 18 millions de dollars envers la SNEL (l'entreprise publique d'électricité de RDC). La dette de la SNEL datait des années 1980 à l'époque de la dictature de Mobutu. En 2007, la justice états-unienne a condamné la RDC à payer 104 millions de dollars. Fort de cette décision de justice, FG Hémisphère a cherché à obtenir la saisie de biens appartenant à l'État congolais pour se faire rembourser les 104 millions de dollars. En janvier 2009, le tribunal sud-africain l'a finalement autorisé à

<sup>8</sup> Ce dernier aspect s'explique par deux raisons principales : d'une part, la forte augmentation depuis juillet 2008 des primes de risque payées par les pays en développement pour emprunter sur les marchés financiers internationaux et d'autre part, l'appréciation du dollar, monnaie avec laquelle les pays en développement remboursent la majorité de leurs dettes. Par conséquent, les gouvernements du Sud doivent déboursier plus de monnaie nationale qu'auparavant et puiser fortement dans leurs réserves de change pour se procurer les dollars nécessaires au remboursement de la dette externe.

<sup>9</sup> Allemagne, Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie, Turquie, Union européenne.

saisir pendant les 15 prochaines années les recettes escomptées par la SNEL sur le courant vendu à l'Afrique du Sud, estimée à 105 millions de dollars<sup>10</sup>. Soulignons que ces fonds vautours, basés pour la plupart dans les paradis fiscaux mais passés sous silence lors des G20, ont déjà mis la main sur plus de 2 milliards de dollars et poursuivent en justice une dizaine de pays africains dans une cinquantaine de procès en 2009. **L'Afrique est en effet la principale victime des fonds vautours aujourd'hui.**

**L'augmentation de la dette publique interne**, depuis le milieu des années 1990 est un phénomène commun à tous les PED, même s'il touche moins les pays africains pour le moment. En revanche, **la dette interne a explosé dans les pays d'Asie du Sud et d'Amérique latine**. Le Pakistan, où le CADTM est implanté, est particulièrement affecté, cumulant les dettes issues de la dictature et toujours plus de nouveaux emprunts, alors que ses capacités de remboursement se détériorent et que sa situation économique se détériore.

**En Haïti** où le CADTM est présent, la situation est dramatique. Elle l'était déjà avant le séisme qui a frappé le pays en janvier 2010. Camille Chalmers, directeur exécutif de la PAPDA (l'organisation membre du CADTM) dénonçait en 2009 (comme d'autres associations haïtiennes) la politique du gouvernement haïtien consistant à se plier aux injonctions des organisations internationales et à favoriser les entrepreneurs étrangers et les importateurs de produits alimentaires. *«Depuis les années 80 les stratégies néolibérales adoptées par les gouvernements ont détruit l'agriculture du pays. On est aujourd'hui le troisième importateur du riz américain avec plus de 400.000 tonnes métriques par an. Pourtant, chaque année 75.000 personnes laissent les zones rurales — absentes des débats de la classe politique — pour rejoindre la capitale. De la sorte, la dépendance alimentaire du pays ne fait que s'agrandir. Les politiques macro-économiques soutenues par Washington, l'ONU, le FMI et la Banque Mondiale ne se soucient nullement de la nécessité du développement et de la protection du marché national. Les seules préoccupations de ces politiques est de produire pour l'exportation vers le marché mondial»*. L'imposition de ces politiques est la conséquence de l'endettement d'Haïti, qui s'est vu léguée une dette illégitime dès son indépendance. En 1825, la France décide que *« Les habitants actuels de la partie française de Saint-Domingue verseront à la caisse fédérale des dépôts et consignations de France, en cinq termes égaux, d'année en année, le premier échéant au 31 décembre 1825, la somme de cent cinquante millions de francs, destinée à dédommager les anciens colons qui réclameront une indemnité. »* Cela équivaut à environ 21 milliards de dollars d'aujourd'hui.

Cette dette d'occupation mise à la charge d'Haïti au moment de son indépendance n'est malheureusement pas un cas isolé puisque plusieurs pays (africains notamment) sont nés avec une dette illégitime au moment de leur indépendance. Ces similitudes seront abordées notamment dans le Dialogue Sud-Nord en 2012.

## VI. Description du programme et des actions prévues

---

10

<http://www.cadtm.org/spip.php?article4540>

Ce programme triennal comporte deux axes. L'axe 1 vise le renforcement des capacités du CADTM Afrique tandis que l'axe 2 vise l'augmentation des synergies entre les partenaires Sud du CADTM (CADTM Afrique, CADTM Asie du Sud et CADTM Abya Yala Nuestra America (AYNA)). Ces deux axes s'inscrivent dans une dynamique plus générale de renforcement des organisations et des autres mouvements sociaux partenaires du réseau CADTM. Ces 2 axes comportent plusieurs actions qui se divisent elles-même en activités. La stratégie d'exécution du programme est intégrée dans la description de chaque activité. La cohérence entre les différentes actions, le système d'évaluation prévu ainsi que l'intégration entre les projets, les actions d'éducation au développement et de plaidoyer politique sont développés à part.

## **AXE 1 : RENFORCEMENT DU CADTM AFRIQUE**

L'axe 1 est composé de 5 actions liées aux thématiques suivantes : le mouvement altermondialiste ; l'audit de la dette et la dette illégitime ; le cinquantenaire des indépendances africaines (dette coloniale et réparations) et le genre. La cinquième action consiste à renforcer les capacités matérielles de la coordination du réseau Afrique.

### **Action 1 : Participer au renforcement du mouvement altermondialiste (processus FSM et mouvements sociaux)**

#### ***Thématique : le mouvement altermondialiste***

L'action 1 se divise en 4 activités dont un des objectifs principaux est la réussite du FSM de 2011 à Dakar. Ce FSM sera le deuxième FSM organisé sur le continent africain. Les partenaires africains du CADTM sont d'ores et déjà activement impliqués dans la préparation de ce Forum mondial. En effet, en tant que membre à part entière du mouvement altermondialiste, le CADTM Afrique fait de la réussite du prochain FSM une de ses priorités.

#### **Activité 1 : Participation du CADTM Afrique aux différents forums sociaux organisés en Afrique et au renforcement des mouvements sociaux en 2010**

Dans l'optique du prochain FSM à Dakar en 2011, le CADTM Afrique s'associera aux diverses manifestations des mouvements sociaux sur le continent africain afin d'établir avec l'ensemble de ces mouvements, une synergie qui permettra une plus grande mobilisation africaine pour Dakar 2011. En effet, il a été décidé au dernier Conseil International (CI) du FSM à Montréal d'octobre 2009 de connecter en 2010 les différents événements FSM entre eux, notamment par un nouveau slogan commun ainsi que par un thème commun : « les réponses des mouvements sociaux à la crise ». Le FSM 2011 est censé être l'aboutissement du processus de 2010.

Le CADTM Afrique entend ainsi assurer la participation de ses délégués aux **forums sociaux nationaux en Afrique**, prévus au cours de l'année de 2010 notamment le Forum Social Béninois, le Forum Social Burkinabé, le Forum Social Togolais ainsi que le Forum du Niger sur l'environnement et les migrations.

Notons ici que la question migratoire est un thème important du réseau CADTM Afrique, en raison notamment des politiques européennes de fermeture des frontières et des pressions sur les gouvernements africains en vue de mettre en place une coopération dans la migration dite circulaire, dans la lutte contre l'immigration clandestine et les mécanismes du co-développement. Le réseau, très présent dans les réflexions et mobilisations euro-africaines, peut apporter, à partir de la question de la dette, un éclairage tout à fait intéressant dans le débat mondial sur la migration.

Cette thématique est également relayée au Nord par le CADTM. A titre d'exemple, le groupe droit du CADTM a organisé en Belgique un week-end de formation résidentielle « Dette et migrations » en mai 2009<sup>11</sup> où nous avons invité comme conférenciers le président de la Ligue des droits de l'homme, le porte parole de l'UDEP Liège et Oumou Zé, chargée de recherche au CNCD. Cette formation était également l'occasion d'exploiter le documentaire vidéo réalisé par le CADTM France « Dem Walla Dee – Partir ou mourir » qui fait le lien entre la dette, le commerce international et les migrations. Ce documentaire tourné au Sénégal est un excellent outil de sensibilisation permettant de faire remonter l'information et les différents témoignages récoltés sur le terrain.

**Les rencontres des mouvements sociaux** (partie intégrante du processus FSM)) sur le plan régional tout au long de l'année 2010 feront également l'objet d'une attention particulière à savoir :

- le Forum des peuples de juillet 2010 au Mali. Ce Forum est le sommet africain alternatif au G8 depuis plusieurs années. Il est organisé chaque année par la CAD Mali (membre du réseau CADTM). Le CADTM Afrique enverra, comme tous les ans, plusieurs délégué-e-s (provenant d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et d'Afrique du Nord) au Forum des peuples du Mali.
- la rencontre de la Marche Mondiale des Femmes (MMF) en octobre 2010 à Bukavu en République démocratique du Congo (RDC). Cette activité est développée dans l'action 4 de l'Axe 1 consacrée au renforcement de la thématique du genre.
- L'Assemblée mondiale des mouvements sociaux en Afrique (le lieu et la date ne sont pas encore fixés). L'objectif est de renforcer la présence de mouvements sociaux africains dans cette assemblée mondiale. Ce qui aura un impact positif sur la préparation du FSM de 2011.

Le réseau prévoit en 2010 de prendre part **directement** à la préparation du FSM en participant aux réunions périodiques du Conseil du Forum Social Africain (FSA) et aux rencontres prochaines du Conseil International du FSM à Mexico en mai 2010 et à Dakar en octobre 2010. En effet, ces deux instances sont clé dans la préparation du FSM de Dakar de 2011.

Le réseau Afrique compte également envoyer une dizaine de jeunes issus des différentes organisations membres du réseau (dans la sous-région) pour faciliter l'organisation de Dakar 2011 un mois avant la tenue du forum.

**Soulignons qu'à chaque fois (sur les 3 ans du programme), le transport par voie terrestre sera privilégié.**

### **Participation au CI de Mexico de 2010**

2 billets d'avion, visas, assurances: 3.200 euros, hébergement et nourriture : 500 euros ; per diem : 300 euros

**Total : 4.000 euros**

---

<sup>11</sup> Voir le programme sur <http://www.cadtm.org/Week-end-de-formation-debat-Dette>

## **Participation aux Forums sociaux nationaux prévus en 2010 (Forum social Béninois, Forum social Burkinabé, Forum social Togolais, Forum sur la migration et l'environnement au Niger de 2010)**

1 billet d'avion pour une personne d'Afrique du Nord et 1 billet d'avion pour une personne d'Afrique Centrale à chaque fois

Total Transport avec visa et assurance pour billet d'avion (inclus 1 billet d'avion pour une personne d'Afrique du Nord et 1 billet pour une personne d'Afrique Centrale et le transport par voie terrestre) :5.000 euros ; hébergement et nourriture : 1000 euros ; per diem: 500 euros

**Total : 6.500 euros**

## **Participation d'une personne d'Afrique Centrale et d'une d'Afrique du Nord au Forum des peuples du Mali de 2010 (en plus de la contribution dans le cadre du PA 2010 qui est déjà de 2000 euros)**

Déplacement et autre apport financier :

**Total : 2.500 euros**

## **Préparation du Forum Social Mondial (décembre 2010)**

Envoi d'une dizaine de jeunes du CADTM Afrique en préparation du Forum : transport :3.000 euros ; hébergement et nourriture : 2.000 euros ; per diem : 1000 euros

**Total : 6.000 euros**

## **Séminaire Assemblée mouvements sociaux en Afrique (déplacement et soutien) :**

**Total : 14.100 euros**

**Total: 33 100 euros**

### **Activité 2 : Participation au Forum Social Mondial de 2011(FSM)**

Le réseau CADTM Afrique compte faciliter la mobilisation et la participation effective aux activités du FSM 2011 du plus grand nombre possible de militants de ses organisations membres. Pour ce faire, le CADTM Afrique compte organiser **une caravane de bus** provenant des divers pays membres du réseau en Afrique de l'Ouest et du Nord qui rejoindront Dakar en janvier 2011 en traversant une bonne partie du continent faisant des arrêts dans les campagnes et les villes pour organiser des réunions d'information sur le FSM de Dakar et les mouvements anti-dette en Afrique.

Parallèlement à cette mobilisation, deux délégué-e-s africain-e-s participeront **aux deux CI de 2011**. Nous n'avons pas encore les informations sur le lieu et la date de ces CI.

Dans le cadre du programme officiel du FSM, le réseau CADTM compte organiser, comme il l'a fait lors du dernier FSM à Bélem en janvier 2008, plusieurs **ateliers sur la dette** en privilégiant systématiquement les collaborations avec les autres mouvements contre la dette, les mouvements sociaux, les ONG de solidarité internationale, les syndicats. Le FSM de Dakar marquera également **la présentation publique du livre « Résistances africaines »**, actuellement en cours de rédaction par plusieurs membres



du réseau Afrique (voir activité 3 de l'action 1, Axe 1). Ce sera également l'occasion de répartir le stock de ce livre entre les différentes organisations en évitant ainsi des frais d'envoi coûteux.

En marge de ce FSM, deux réunions importantes internes au CADTM seront organisées : une réunion de la coordination du CADTM Afrique et une réunion de tous les délégués présents du réseau international. Le réseau CADTM Afrique fera l'évaluation « à chaud » de ce FSM et notamment le bilan de son implication.

Le CADTM Afrique enverra plusieurs délégué-e-s (provenant d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et d'Afrique du Nord) au Forum des peuples du Mali.

### **Participation au FSM de Dakar**

3 billets d'avion Afrique Centrale, visa, assurance : 4.000 euros

5 billets d'avion pour l'Afrique du Nord et Ouest (donc pour tous ceux qui ne peuvent pas s'y rendre par la voie terrestre): 4000 euros

Déplacement par route (via une caravane de bus) d'au moins 1 délégué par organisation d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique du Nord: 2.000 euros

Hébergement et nourriture : 2.500 euros

Per diem : 1.700 euros

**Total : 14.200**

### **Participation au CI du FSM**

Participation de deux délégués africains aux 2 réunions du CI de 2011 : pour déplacements hébergement, nourriture ainsi que per diem.

**Total : 6.000 euros**

NB : La réunion de la coordination du CADTM Afrique pourra se faire en marge du FSM. La réunion d'évaluation du FSM par le CADTM Afrique se fera au 2<sup>e</sup> semestre 2011 en marge du Séminaire régional en Afrique de l'ouest (cf. Action 2. Activité 2).

### **Participation d'une personne d'Afrique Centrale et d'une d'Afrique du Nord au Forum des peuples du Mali de 2011**

Déplacement et autre apport financier :

**Total : 2.500 euros**

**Total : 22.700 euros**

### **Activité 3 : Rédaction et diffusion du livre du CADTM Afrique sur les résistances africaines (2010, 2011 et 2012)**

Le livre « Résistances africaines », que compte publier le CADTM Afrique en 2011, sera conçu en tant qu'outil de lutte contre la dette qui accable le continent. Plus particulièrement, il devra permettre aux Africaines et aux Africains, qui le liront, d'identifier certains de leurs problèmes tout en étant capables de

faire le lien entre ceux-ci et la dette. Le livre vise aussi à faire connaître, de la manière la plus large possible, les luttes sociales ayant eu lieu ou en cours sur le terrain des droits humains fondamentaux. Informer donc, mais aussi réarmer l'espoir en la possibilité d'un changement global qui sera profitable au plus grand nombre. La table des matières provisoire et la répartition par auteurs se trouvent en annexe du programme. Notons qu'un chapitre sera consacré à la promotion des actions de lutte des femmes.

**Le réseau Afrique planifie l'écriture en 2010. Sa diffusion et son exploitation débiteront à Dakar en 2011 et se poursuivront en 2012.**

Maquette et impression : **5.000 euros**

**NB : Le livre sera imprimé juste avant le FSM Dakar afin qu'il soit présenté lors du FSM et que chacun reparte avec des exemplaires du livre.**

**Total : 5.000 euros**

#### **Activité 4 : Suivi en 2012 du processus FSM**

Le CADTM Afrique se mobilisera en 2012 pour renforcer le mouvement altermondialiste. La forme de cette mobilisation dépendra du résultat des discussions au sein du Conseil international du FSM dont le réseau CADTM est membre. Deux délégué-e-s africain-e-s participeront aux **deux CI** de 2012. Nous n'avons pas encore les informations sur le lieu et la date de ces CI.

Le CADTM Afrique contribuera également au renforcement des mouvements sociaux, en fonction des décisions qui auront été prises par l'Assemblée des mouvements sociaux.

Plusieurs délégué-e-s du CADTM Afrique participeront au Forum des peuples du Mali et en profiteront pour se réunir en interne.

#### **Participation au CI du FSM**

Participation de deux délégués africains aux 2 réunions du CI de 2012 : **6.000 euros** (pour déplacements, hébergement, nourriture ainsi que per diem).

#### **Participation au Forum des peuples du Mali**

Participation d'une personne d'Afrique Centrale et d'une d'Afrique du Nord  
Déplacement et autre apport financier : **2.500 euros**

**Total : 8.500 euros**

**Total action 1 : 69 300 euros**

## **Action 2 : Pousser à la mise en place d'audits de la dette et à la reconnaissance de la dette illégitime**

### ***Thématique : les audits de la dette et la dette illégitime***

L'audit de la dette est une des stratégies mises en avant par le CADTM pour légitimer la nullité de la dette des PED. L'audit de la dette constitue également un moyen de lutter contre les fonds voutours. Notons qu'il existe un manuel des audits de la dette<sup>12</sup> élaboré principalement par le CADTM et co-signé par la majorité des organisations luttant contre la dette. La notion de « dette illégitime » est également un important thème de travail du CADTM et des campagnes internationales contre la dette<sup>13</sup>. En outre, le réseau CADTM fait partie d'un groupe de facilitation international qui travaille, entre autres, sur cette notion pour l'affiner.

Notons, par ailleurs, que le travail d'audit n'est pas facile et s'inscrit dans une perspective à long terme. En effet, les avancées concrètes dans ce domaine dépendent de toute une série de facteurs, dont certains sont indépendants de la volonté du CADTM. Par exemple, les gouvernements favorables, en principe, à des audits de dette ne sont pas homogènes ; ils connaissent des tiraillements internes où des ministres souvent issus de milieux académiques ou financiers conservateurs sont réticents à communiquer les documents de ce qu'ils considèrent comme leur chasse gardée. Les audits citoyens menés par le CADTM et en particulier le CADTM Afrique (dans la continuité du Programme AFOC) se heurtent donc fréquemment à ce problème d'opacité de l'information. Ce qui ne l'empêche pas toutefois de poursuivre ce travail, sur base notamment du manuel des audits mentionné plus haut.

Soulignons ici que l'audit citoyen mené par la CAD Mali a été finalisé en 2009 et que des interpellations politiques ont été réalisées en juin 2009 sur cette base. Cet audit, qui porte sur la période 1992-2002, a bénéficié de l'appui du CADTM Belgique au moment de son lancement en 2007 (deux membres permanents se sont rendus sur place pour apporter leur expertise en termes de méthodologie). A l'initiative du CADTM Belgique et de la CAD Mali, Maria Rosa Anchundia, une membre de la Commission d'audit intégral de la dette publique (CAIC) de l'Equateur s'est rendue au Mali en novembre 2008 pour transmettre l'expérience acquise lors de l'audit en Equateur. Cette diffusion de l'expérience équatorienne participe au renforcement des synergies Sud-Sud et doit donc être renouvelée.

Cette action 2 du programme est composée de 3 activités parfaitement complémentaires et qui auront lieu simultanément en 2010, 2011 et 2012.

### **Activité 1 : Initier ou consolider des audits citoyens de la dette (2010 , 2011 et 2012)**

Chaque organisation membre du CADTM Afrique étudiera au moins **un projet générateur de dette illégitime dans son pays**. Les délégué-e-s de chaque organisation présenteront oralement l'état d'avancement de leurs recherches lors des séminaires continentaux du CADTM sur la dette (voir activité 2 de l'action 2, Axe 1) et rédigeront un article sur le projet en question. Notons que plusieurs

<sup>12</sup> Ce manuel est disponible également en version PDF sur <http://www.cadtm.org/Menons-l-enquete-sur-la-dette>

<sup>13</sup> Lire la position du réseau CADTM sur la dette illégitime sur : <http://www.cadtm.org/Dette-illegitime-l-actualite-de-la>

chapitres du projet de livre du réseau Afrique (activité 3 de l'action 1, Axe 1) font le lien entre l'endettement et les projets de privatisation, notamment dans le secteur des ressources naturelles.

La CAD Mali **transférera ses connaissances et son expérience d'audit citoyen** en se déplaçant en 2010 au séminaire continental du CADTM en RDC (activité 2 de l'action 2) où un-e membre de la CAD fera un exposé et participera aux réunions internes du réseau organisées en marge du séminaire public. En 2011 et 2012, un-e autre délégué-e d'une organisation africaine suffisamment avancée dans ses travaux d'audit se déplacera de la même manière aux séminaires continentaux du CADTM prévus en 2011 et 2012.

Après ces 3 séminaires continentaux (2010, 2011 et 2012) du CADTM Afrique, les organisations en feront **la restitution dans leurs pays respectifs** auprès des bénévoles et des militants proches de leurs organisations. Chaque organisation donnera également une formation interne sur la dette sur base notamment du manuel sur l'audit publié par les campagnes contre la dette.

Par ailleurs, le réseau Afrique se mobilisera de façon permanente **en sensibilisant les médias** (TV, presse écrite, radio). Une conférence de presse avant et après chaque séminaire continental sur la dette sera organisée. On peut également mentionner la constitution d'une base de données des différents sites d'information où poster les articles du CADTM et envoyer les communiqués de presse. Des dépliants sur la dette seront également distribués aux citoyens africains afin d'augmenter la sensibilisation et la mobilisation citoyenne pour l'abolition de la dette. Cette sensibilisation s'intensifiera lors de la semaine mondiale d'action contre la dette et les IFI aux seconds semestres 2010, 2011 et 2012.

Déplacement d'une personne pour former sur l'audit lors des Séminaires régionaux mentionnés en activité 2 : **1.200 euros chaque année**  
Sensibilisation des médias : **5.000 euros/an**

**Total activité 1 : 18 600 euros**

### **Activité 2 : Organiser 3 séminaires continentaux sur la dette et les IFI (2010-2011 et 2012)**

Pour 2010, 2011 et 2012, le réseau CADTM Afrique prévoit d'organiser **trois séminaires continentaux publics** (en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale) sur le thème : « Décryptage du langage des institutions économiques et financières internationales ». Ces séminaires serviront de lieux privilégiés d'échange entre les membres du réseau sur les différentes expériences en matière d'audit de la dette. Les délégués du CADTM AYNA et CADTM Asie du Sud devraient également être présents pour renforcer ces synergies inter-continentales au Sud (voir action 1 de l'axe 2).

**Le premier séminaire continental** se tiendra au deuxième semestre 2010 en RDC pour profiter de la présence de plusieurs délégué-es du réseau qui participeront en octobre 2010 à la mobilisation internationale de la MMF à Bukavu en RDC (voir activité 2 de l'action 4 de l'Axe 1).

**Le deuxième séminaire aura lieu en 2011 en Afrique de l'Ouest et le troisième en 2012 Afrique du Nord.** Ce troisième séminaire sera axé sur la thématique du genre (voir activité 2 de l'action 1).

En marge de ces 3 séminaires, la coordination du CADTM Afrique se réunira pour faire le bilan des activités passées, planifier les activités futures inscrites dans le programme « Partenaires », identifier les difficultés, etc.

Notons que le CADTM Belgique qui assure actuellement le secrétariat du réseau international, se limitera à une intervention minimale en tant qu' « accompagnateur » dans la mise en place des différents ateliers régionaux.

**2010 : Organisation d'un séminaire sur la dette en RDC**

6 billets : **8.000 euros** (les autres billets pour Bukavu sont comptabilisés dans l'action MMF plus bas) ;  
organisation de l'événement : **4.000 euros**

**Total : 12 000 euros**

**2011 en Afrique de l'Ouest**

transport, organisation de l'événement sur place: **16 000 euros**

**2012 en Afrique du Nord**

transport, organisation de l'événement sur place : **16 000 euros**

**Total activité 2 : 44 000 euros**

**Activité 3 : Mener des interpellations politiques directes auprès des gouvernements d'Afrique et aux représentants des IFI (2010, 2011 et 2012)**

Les séminaires régionaux seront les lieux privilégiés où le réseau Afrique pourra se concerter en vue de la planification des interpellations politiques. Les délégués décideront des moments clé, en fonction de l'agenda national et international, où ces interpellations politiques pourront être menées. La relation avec les médias sera importante pour renforcer ces interpellations politiques. Parmi les sujets d'interpellation politique, il y aura la question des fonds vautours (dont l'Afrique est la principale victime aujourd'hui), les audits de la dette, la dette illégitime, le moratoire sur le remboursement de la dette, etc. D'autres sujets s'ajouteront en fonction de l'évolution de la conjoncture internationale.

A chaque interpellation politique, le réseau Afrique s'appuiera sur la Charte politique du réseau international et sur tout autre texte progressiste comme les conventions internationales de protection des droits humains adoptées par l'ONU ou encore les textes parlementaires progressistes (comme la résolution du 29 mars 2007 du Sénat belge et la loi belge de mars 2008 sur les fonds vautours). A cet égard, le renforcement des synergies inter-continentales au sein du réseau (voir Axe 2) et de la communication au sein du réseau est essentielle.

Par ailleurs, le CADTM Afrique répondra favorablement aux demandes émanant d'autorités publiques, ainsi qu'aux demandes sérieuses pour mener des audits dans des pays où le réseau n'est pas implanté. Enfin, le réseau poursuivra la collaboration avec les autres organisations travaillant sur le thème de la dette (Jubilé Sud, AFRODAD, EURODAD, Jubilé UK, etc.).

Lors des 2 réunions annuelles de la coordination du CADTM Afrique, un suivi de ces interpellations politique sera réalisé.

**Total : 0 euro**

**Total Action 2 : 62 600 euros**

### Action 3 : Réaliser une campagne sur le cinquantième des indépendances africaines

#### **Thématique : Colonialisme et néo-colonialisme (la dette coloniale et les réparations)**

L'année 2010 sera marquée par la célébration des cinquante ans d' « indépendance » dans quatorze pays africains dont plus de la moitié ont des organisations qui sont membres du réseau. La célébration de ces cinquante années d' « indépendance » offre l'occasion aux citoyens/citoyennes de ces pays de revenir sur le parcours de leur pays et les difficultés vécues depuis. Dans le cadre de ces cinquantièmes, la France, principale métropole de la plupart des pays qui fêteront leur indépendance, projette d'organiser des activités pour rappeler cet événement. Le réseau CADTM Afrique prévoit d'entreprendre, quant à lui, **une campagne sur 3 ans** pour sensibiliser l'opinion publique africaine sur la reconquête coloniale de l'Afrique par le mécanisme de la dette, les politiques d'ajustement structurel (PAS) et l'Initiative pays pauvres très endettés (PPTE). En effet, 2010, 2011 et 2012 sont des années chargées symboliquement : 2010 marque le cinquantième de l'indépendance de plusieurs pays africains et le 45<sup>ème</sup> anniversaire de l'assassinat de Ben Barka (figure historique marocaine du panafricanisme – le CADTM Afrique est présent au Maroc)<sup>14</sup> ; 2011 marque le 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'assassinat de l'ancien premier ministre congolais Patrice Lumumba et 2012, le 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'assassinat de l'ancien président burkinabé Thomas Sankara.

Dans le cadre de cette campagne, le CADTM Afrique mettra l'accent sur les transferts illégaux des **dettes coloniales** au moment de l'indépendance de certains pays africains (RDC, Mauritanie, etc.). Le thème des **réparations**, qui est notamment développé au sein des campagnes contre la dette, fera l'objet également d'une attention particulière. Notons que le CADTM Belgique a organisé un week-end résidentiel sur cette question en novembre 2009. Les exposés, diaporama et enregistrement audio pourront alors être exploités par le CADTM Afrique qui a reçu tous les exposés de ce week-end résidentiel<sup>15</sup>.

La campagne consistera à organiser pendant 3 années des conférences, des émissions radio et de télévision pour faire le bilan des cinquante années d'indépendance africaine. Elle consistera également à produire et diffuser des prospectus et des articles à la mémoire des libérateurs africains (dont Patrice Lumumba, Ben Barka et Thomas Sankara) qui ont marqué l'histoire du continent par leur lutte pour l'émancipation du joug colonial

---

<sup>14</sup> Mehdi Ben Barka fut un opposant au régime de Hassan II dans un Maroc où l'indépendance a été sacrifiée, exilé en France, Mehdi Ben Barka en tant que leader tiers-mondiste, s'engage pour unifier les luttes des mouvements de libération des trois continents : Afrique, Asie et Amérique Latine. C'est le 29 octobre 1965 que Ben Barka est enlevé devant la Brasserie Lip à Paris, soit quelques mois avant de présider le comité préparatoire de la conférence fondatrice de la Tricontinentale à La Havane en janvier 1966. Disparu depuis près de 45 ans, le corps de Ben Barka reste introuvable. Les complicités aux plus hauts sommets des Etats s'acharnent pour effacer de la mémoire collective les idées révolutionnaires. L'histoire officielle continue d'occulter et de travestir sa pensée, son action, sa lutte.

Rendre hommage à Mehdi Ben Barka permet de réactualiser la dimension historique de la Tricontinentale.

<sup>15</sup> <http://www.cadtm.org/Week-end-de-formation-debat-Dette,4768>

### **Activité 1 : Sensibilisation des médias sur la dette comme obstacle à la souveraineté de l'Afrique (2010, 2011 et 2012)**

Le CADTM Afrique organisera plusieurs émissions de radio et de télévision sur la dette comme outil de domination post-coloniale. Les dépenses liées à la sensibilisation des médias sont budgétisées dans l'action 2, Activité 1 de l'Axe 1.

**Total : 0 euro** (déjà budgétisé dans l'activité 1 de l'action 2 à hauteur de 5.000 euros par an)

### **Activité 2 : Réaliser des activités grand public sur le panafricanisme (2010, 2011 et 2012)**

L'année 2010 marquera le lancement de cette campagne sur le cinquantenaire de l'indépendance des pays africains. Plusieurs conférences grand public seront organisées dans plusieurs pays africains où le CADTM est implanté. Le thème du panafricanisme est un thème fédérateur qui permettra ainsi d'attirer un grand nombre de citoyens et donc de sensibiliser sur le mécanisme de la dette. Un hommage sera rendu à **Mehdi Ben Barka**. 2010 marque, en effet, le 45<sup>ème</sup> anniversaire de son assassinat.

L'année 2011 sera centrée sur les idées de **Patrice Lumumba** dont le rayonnement est international. Plusieurs conférences auront lieu autour de cette figure historique et sur la dette coloniale. En effet, au moment de son indépendance, le Congo a hérité d'une dette coloniale contractée par la Belgique auprès de la Banque mondiale. Or, cette dette est une dette illégale au regard du droit international. Cet exemple sera l'occasion de fournir aux citoyens des arguments juridiques pour exiger l'abolition de la dette africaine. Notons ici que le CADTM Belgique est fondateur d'un collectif en Belgique « Mémoires coloniales » qui se réfère à cette dette coloniale et exige, entre autres revendications, l'annulation totale de la dette congolaise et l'octroi de réparations. Les 3 organisations de RDC membres du CADTM envisagent également de projeter le documentaire « Où était enterré le corps de Lumumba ? », dans le cadre de ces conférences de 2011.

L'année 2012 sera l'occasion de célébrer les idées panafricanistes de **Thomas Sankara** dont l'engagement pour l'annulation de la dette africaine est évident. En effet, dans un discours tenu en juillet 1987 à la vingt-cinquième Conférence du sommet des pays membres de l'ancienne Organisation de l'Unité Africaine (aujourd'hui Union Africaine), le président Thomas Sankara du Burkina Faso, parlant de la dette extérieure publique des pays africains, affirmait que c'est : *« (...) une reconquête savamment organisée pour que l'Afrique, sa croissance, son développement obéissent à des paliers, à des normes qui nous sont totalement étrangères, faisant en sorte que chacun de nous devienne l'esclave financier c'est-à-dire l'esclave tout court de ceux qui ont eu l'opportunité, la ruse, la fourberie de placer les fonds chez nous avec l'obligation de rembourser. »*

Notons l'engagement de Thomas Sankara en faveur de l'émancipation des femmes : *« L'émancipation de la femme passe par son instruction et l'obtention d'un pouvoir économique. Le travail au même titre que l'homme, les mêmes droits et devoirs sont des armes contre l'excision et la polygamie, armes que la femme n'hésitera pas à utiliser pour se libérer elle-même et non par quelqu'un d'autre. »*

Ainsi, le CADTM Afrique compte diffuser des prospectus sur Thomas Sankara, organiser des activités grand public avec la projection grand public du film « Thomas Sankara, l'homme intègre » de Robert Schuffield et participer aux différentes manifestations pour lui rendre hommage au Burkina Faso.

En 2012, le réseau international CADTM organisera également en Afrique un **Dialogue Sud-Nord** axé principalement sur la thématique du néo-colonialisme (via la dette) et les réparations. Cette grande

activité réunira à la fois les délégués du réseau international mais aussi les autres organisations qui luttent contre la dette et les mouvements sociaux africains notamment. Cette activité est également présente dans l'Axe 2 du fait des synergies inter-continentales qu'elle implique.

Organisation de grandes activités autour des indépendances en 2010 : **10.000 euros**

Organisation des grandes activités autour de la figure de Lumumba en 2011 : **6.000 euros**

Organisation de grandes activités autour de la figure de Sankara en 2012 : **6.000 euros**

En 2012 : Dialogue Sud Nord sur dette et Réparations : **13 000 euros**

Une partie des frais liée à cette activité est également comprise dans l'Axe 2.

**Total pour 2012 (dialogue Nord/Sud et les activités autour de Sankara) : 19 000 euros**

**Total pour l'Action 3 : 35.000 euros**

#### **Action 4 : Renforcer les capacités des femmes africaines et l'analyse du CADTM Afrique sur la question du genre**

##### ***Thématique : le genre***

Le genre est une thématique transversale dans le travail du réseau CADTM. On veille par exemple à la parité hommes/femmes pour la représentation du CADTM à l'extérieur. La parité constitue même une obligation du réseau international, en vertu de l'article 11 de la Charte de fonctionnement : « *Pratique au sein de l'organisation de la parité entre les femmes et les hommes et agit dans la société pour que l'égalité devienne réalité. Les organisations membres du réseau agissent consciemment en leur sein et dans la société pour mettre fin à toute forme d'oppression des femmes* ».

Par ailleurs, sur les 5 membres de la coordination du CADTM Afrique, 2 sont des femmes. Notons également que le réseau CADTM compte en Afrique, une organisation composée exclusivement de femmes (le CADD Bénin). Cette organisation a notamment accueilli le 8<sup>ème</sup> séminaire international sur le droit et la dette et la réunion du réseau Afrique en novembre 2009.

Enfin, plusieurs femmes du CADTM Afrique sont membres de *la Force Africaine des femmes*, qui est une plate forme africaine des femmes créée en juin 2009 lors du Forum des peuples à Koulikoro au Mali. Elle est ouverte à toutes les Africaines. Son objectif est de promouvoir et défendre les droits socio-économiques, politiques et culturels des Africaines. Pour ce faire, la *Force Africaine des femmes* renforce l'intégration et la solidarité entre les femmes africaines, lutte pour la mise en place d'une politique sociale, économique et culturelle respectueuse des droits des femmes, contribue à renforcer le leadership féminin en Afrique et dans le monde et enfin suscitera la participation des femmes aux représentations régionales. Son siège est au Mali. Notons que 2 membres du CADTM Afrique occupent des places importantes au sein de cette plate-forme puisque Aminata BARRY (CAD Mali) est la présidente et Solange Koné (FNDP Côte d'Ivoire) en est la secrétaire générale. Par ailleurs, Yvonne



NGOYI (UFDH - RDC<sup>16</sup>) assure le Secrétariat chargé de la mobilisation citoyenne et prépare activement la mobilisation de la MMF à Bukavu (voir activité 2 de l'action 4 de l'Axe 1).

Dans cette action, nous avons prévu 4 activités pour renforcer davantage la thématique du genre et pour que tous les membres du réseau l'intègrent dans leur réflexion et leur productions.

**Activité 1 : Renforcer la production d'analyses par les femmes membres du CADTM Afrique (2010, 2011 et 2012)**

Sur les trois années, nous comptons mettre en place des duos de femmes membres du réseau pour la production d'articles : une Africaine et une Européenne. Cette méthode vise à renforcer les capacités des femmes africaines et à augmenter leur visibilité dans le réseau et à l'extérieur.

La coordination du CADTM Afrique évaluera deux fois par an (lors de leurs réunions de coordination) l'efficacité de cette méthode.

**Total : 0 euro**

**Activité 2 : Préparer et participer à la 3<sup>ème</sup> édition de la Marche Mondiale des Femmes (MMF) en 2010 à Bukavu (RDC)**

Lors de sa VII<sup>ème</sup> Rencontre Internationale à Vigo (Espagne) en octobre 2008, la MMF a décidé de clôturer les actions de 2010 avec une mobilisation internationale (du 13 au 17 octobre 2010) au Sud-Kivu, en République démocratique du Congo (RDC). Par le biais de leur présence dans cette région ravagée par des conflits extrêmes et devenue l'endroit le plus dangereux au monde pour les femmes, la MMF compte montrer la force des femmes, leur solidarité internationale envers les femmes qui vivent dans des pays ou des régions en guerre et mettra également en avant le rôle fondamental des femmes pour la résolution des conflits et la construction active de la paix. Les objectifs assignés par la MMF à son rassemblement mondial à Bukavu sont : l'inauguration d'un mémorial en hommage aux femmes victimes de violences en RDC, le renforcement des droits politiques, économiques et sociaux des femmes de la région et enfin la démilitarisation de l'Est du Congo ainsi que le désengagement progressif de la MONUC en vue d'aboutir à une paix durable. Des tables-rondes, une marche pour la paix ainsi que des actions pour la souveraineté alimentaire rythmeront cet événement international. 500 délégué-e-s du monde entier sont attendus pour participer à cette grande mobilisation internationale.

Plusieurs délégué-e-s du CADTM Afrique se rendront sur place à Bukavu en octobre 2010 pour exprimer leur solidarité et renforcer l'impact politique et médiatique de cette mobilisation internationale. En outre, la présence du CADTM se justifie car il est membre de la MMF et que le renforcement de la thématique du genre est une des priorités du CADTM. De plus, les délégué-e-s du CADTM Afrique présent-e-s à cette mobilisation participeront également au Séminaire continental sur la dette intitulé « Décryptage du langage des Institutions économiques et financières internationales », qui aura lieu peu de jours en RDC.

Notons enfin que plusieurs membres du CADTM Afrique sont actifs dans la préparation de la mobilisation de la MMF et sont en contact régulier avec Miriam Nobre du secrétariat international de la MMF.

---

<sup>16</sup> Cette organisation collabore depuis plusieurs années avec les membres du réseau CADTM en Afrique. Elle est en instance d'adhésion formelle. Elle sera décidée lors de l'Assemblée mondiale du réseau en novembre 2010. C'est pourquoi cette organisation n'est pas encore comptabilisée dans le nombre d'organisations membres du CADTM International.

Pour renforcer notre visibilité et notre soutien à la MMF, nous utiliserons les banderoles, drapeaux et T-shirt CADTM fabriqués avec le coton du Sud (voir Axe 2, action 1, activité 2) .

6 billets d'avion pour Bukavu (2 Afrique du Nord, 2 Afrique de l'Ouest, 2 Afrique Centrale) : **8000 euros**

**NB : Les personnes présentes à Bukavu participeront au Séminaire continental sur la dette en RDC**

**Total : 8.000 euros**

**Activité 3 : Préparer et participer à un forum thématique sur les luttes des femmes africaines à Kaolack au Sénégal en 2011**

Le CADTM Belgique travaille actuellement à la création d'une mallette pédagogique sur le genre dans la perspective de renforcer cette thématique au sein du réseau et à l'extérieur. Afin d'assurer une adaptation de cet outil aux réalités africaines, les femmes du réseau Afrique participent à l'élaboration de la mallette. Cette collaboration renforcera l'appropriation de la mallette par les femmes membres du réseau.

Le Forum thématique sur les luttes des femmes africaines à Kaolack au Sénégal en 2011 sera un lieu privilégié pour finaliser cette mallette, pour ensuite la présenter dans les activités publiques du CADTM Afrique. Notons que ce séminaire aura lieu peu de temps avant le FSM de Dakar ; ce qui augmente les possibilités de participation des membres du réseau au FSM.

6 billets d'avion (2 Afrique du Nord, 2 Afrique de l'Ouest, 2 Afrique Centrale) : **7.000 euros**

Participation à l'organisation de l'événement en tant que tel : **4.000 euros**

**NB : Ce séminaire aura lieu peu avant le FSM ce qui augmente les possibilités de participation des membres du réseau au FSM**

**Total : 11 000 euros**

**Activité 4 : Axer le séminaire régional d'Afrique du Nord sur le genre en 2012**

Le séminaire de 2012 « Décryptage du langage des institutions économiques et financières internationales » aura lieu en Afrique du Nord et portera principalement sur la dimension du genre. Il s'agira notamment d'analyser le discours de la Banque mondiale et du FMI sur le genre.

La mallette pédagogique sur le genre sera également présentée lors de ce séminaire.

**Total : 0 euros** car déjà budgétisé dans le Séminaire régional en Afrique du Nord (voir plus haut)

**Total pour l'Action 4 : 19.000 euros**

## **Action 5 : Renforcer les capacités de coordination du CADTM Afrique**

Le Comité de coordination est une instance créée par les délégués du réseau Afrique en novembre 2009 à Cotonou. Le mandat des cinq personnes désignées par le CADTM Afrique pour remplir cette tâche s'étend jusqu'à la prochaine réunion du réseau Afrique, qui aura lieu en Belgique (en marge de l'Assemblée mondiale du réseau international).

Ce Comité de coordination sera notamment responsable du suivi de l'exécution du programme Partenaires et de tout autre programme de financement qu'il aura conclu avec d'autres éventuels bailleurs de fonds. En effet, les autres tâches de ce comité sont les suivantes :

- rédaction de dossiers de demande de financement
- organiser les réunions annuelles du réseau Afrique
- facilitation de la communication entre les membres du réseau
- réaction de prises de position publiques sur les évènements d'actualité
- soutien aux luttes sociales
- promotion des actions du CADTM
- assurer la comptabilité du réseau Afrique

### **Activité 1 : Faciliter le fonctionnement de la coordination du réseau (2010, 2011, 2012)**

En 2010, la coordination du CADTM Afrique se réunira en marge d'un des Forums nationaux d'Afrique (Bénin, Togo, Burkina, Niger ou Mali). La coordination Afrique se réunira, en tout, 2 fois par an, pendant les 3 années du programme.

Ainsi, pour limiter les frais de déplacements et rationaliser le temps des membres du CADTM Afrique, la deuxième réunion de coordination se fera en marge de l'Assemblée mondiale du réseau.

En 2011, la coordination se réunira en marge du FSM de Dakar (voir l'activité 2 de l'action 1) et du Séminaire du CADTM sur l'audit de la dette (voir l'activité 2 de l'action 2) en Afrique de l'Ouest. En 2012, elle se réunira en marge du Séminaire continental CADTM sur la dette en Afrique du Nord (voir activité 2 de l'action 2, Axe 1), du Dialogue Sud-Nord (voir activité 2 de l'action 2) ou de l'Assemblée mondiale du réseau, dont le lieu n'est pas encore déterminé.

En plus de ces réunions physiques, les membres de la coordination seront en communication permanente, via le téléphone, les e-mails et les conférences Skype.

**Total pour l'action 5 : 9 000 euros**

**Total pour l'Axe 1 : sur trois ans :  
194 900 euros**

## **AXE 2 : RENFORCEMENT DES SYNERGIES SUD-SUD**

Le CADTM travaille, depuis plusieurs années, au renforcement de son réseau au niveau régional et continental par l'organisation de rencontres entre les organisations membres d'une même région pour aboutir à une structuration en réseaux continentaux. Cette structuration s'est concrétisée fin 2009 en novembre pour le réseau CADTM Afrique (qui représente le résultat de la fusion des Ateliers Afrique Centrale, Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord) et le réseau CADTM Amérique latine qui s'intitule Abya Yala Nuestra America (AYNA). Ce sera également le cas en octobre 2010 pour le réseau Asie qui organisera son atelier (voir le projet Citoyenneté et Démocratie introduit cette année 2010).

Ce processus est la suite de la dernière Assemblée mondiale du réseau qui s'était tenue à Liège en décembre 2008. La mise en place d'ateliers régionaux puis de réseaux continentaux vise à développer la structuration du réseau et les synergies entre les différents réseaux. L'objectif étant pour les uns et les autres d'apprendre des avancées et des difficultés des autres réseaux pour l'organisation du travail et la mise en place d'actions. Camille Chalmers de PAPDA en Haïti (représentant l'Amérique latine-Caraïbes) et Ajit Muricken de VAK en Inde (représentant l'Asie) étaient présents à la réunion qui a donné lieu à Cotonou (Bénin) à la structuration du CADTM Afrique. Pour le CADTM, ce travail de synergie entre les différents réseaux continentaux représente une perspective très importante qui doit être soutenue, d'où l'action 1 de l'axe 2 de ce programme.

A noter que l'année 2010 est symboliquement chargée puisqu'elle représente le 55<sup>e</sup> anniversaire de la conférence de Bandoeng qui avait donné naissance au mouvement des non-alignés. C'est par ailleurs le 50<sup>e</sup> anniversaire de « l'indépendance » de 14 pays africains et le 200<sup>e</sup> anniversaire de celui de plusieurs pays d'Amérique latine. Des liens historiques forts unissent ces deux continents, une partie de la population de l'Amérique latine et des Caraïbes étant de descendance africaine.

Enfin, cet axe 2 vise non seulement le renforcement des synergies inter-continentales au sein du réseau CADTM mais également l'augmentation des synergies avec les autres campagnes mondiales contre la dette, de façon directe, via l'Action 2, qui prévoit la prise en charge de délégués d'organisations non membres du réseau.

### **Action 1 : Renforcement des synergies inter-continentales au sein du réseau CADTM**

#### **Activité 1 : Partage d'expérience lors des séminaires continentaux du CADTM (2010, 2011 et 2012)**

Les synergies entre les différents ateliers se sont développées ces dernières années et ce processus va continuer. Le réseau profite systématiquement des activités et rendez-vous internationaux pour organiser des réunions stratégiques inter-continentales. En profitant de l'expérience, des acquis et des dynamiques propres à chaque région, cela permet de faire avancer le travail de chaque atelier de manière plus efficace, mais aussi et surtout dans une cohérence d'ensemble.

En 2010, le séminaire continental du réseau Afrique sur la dette aura lieu en octobre juste après la rencontre de la MMF à Bukavu en RDC avec la participation d'un/e délégué/e d'Asie et d'un/e délégué/e d'Amérique latine-Caraïbes. Le choix de le faire à la même période au même endroit permet la participation aux deux événements en réduisant les frais (voir Actions 2 et 4 de l'Axe 1).

A la même période, un-e délégué-e du réseau Afrique participera au **Forum de Quito sur les migrations** en octobre 2010.

En 2010, en Amérique latine, le CADTM AYNA organisera **un séminaire sur « Dette, IFI et architecture financière régionale »** (voir action 3 de l'axe 2). A cette occasion, le travail de synergie inter-continentale se réalisera puisque nous prévoyons dans ce programme l'envoi d'un-e délégué-e d'Asie du Sud et un-e délégué-e d'Afrique, qui pourront alors participer à ce séminaire sur l'audit de la dette.

En 2011, nous prévoyons d'envoyer un-e délégué-e d'Afrique et un-e délégué-e d'Asie au séminaire **« dette sociale, femmes et luttes populaires »** organisé en Amérique latine par le CADTM AYNA (voir action 3 de l'axe 2).

En 2011, un-e délégué-e d'Asie du Sud et un-e délégué-e d'Amérique latine-Caraïbes participeront au Séminaire continental du CADTM Afrique sur la dette, en Afrique de l'Ouest (voir Action 2 de l'Axe 1).

Enfin, comme pour les années 2010 et 2011, nous prévoyons d'envoyer en 2012, un-e délégué-e d'Afrique et un-e délégué-e d'Asie au séminaire sur l'audit de la dette organisé en Amérique latine par le CADTM AYNA (voir action 3 de l'axe 2).

En 2012, un-e délégué-e d'Asie du Sud et un-e délégué-e d'Amérique latine-Caraïbes participeront au Séminaire continental du CADTM Afrique sur la dette, en Afrique du Nord (voir Action 2 de l'Axe 1).

NB : Le CADTM Asie organisera également en 2010 un séminaire sur la dette où des délégués d'Amérique latine et d'Afrique se rendront. Tous les détails de cette rencontre sont dans le programme « citoyenneté et démocratie » introduit par le CADTM Asie du Sud en 2010. Afin d'inscrire ces synergies dans la continuité, le CADTM Asie du Sud prévoit d'introduire en 2011 et 2012 deux programmes « citoyenneté et démocratie » auprès du CNCD (1 programme par année).

2 billets pour participer au séminaire du CADTM AYNA (1 délégué d'Asie et 1 délégué d'Afrique) organisé sur le projet Citoyenneté et Démocratie pour l'Amérique latine : **3.000 euros**

2 billets pour participer au séminaire Afrique (en RDC) (1 délégué Asie + 1 Amérique latine) : **3.000 euros**

Participation au Forum de Quito sur les migrations (2010) : 1 billet (déplacement, hébergement, visa, assurance): **1.600 euros**

Total pour 2010 : **7.600 euros**

En 2011 : Envoi d'un délégué d'Afrique et d'un d'Asie du Sud au Séminaire Amérique latine-Caraïbes : **3.000 euros** ;  
2 billets pour participer au séminaire Afrique (1 délégué Asie + 1 Amérique latine) : **3.000 euros**

En 2012 : Envoi d'un délégué d'Afrique et un d'Asie au Séminaire Amérique latine-Caraïbes : **3.000 euros** ; 2 billets pour participer au séminaire Afrique (1 délégué Asie + 1 Amérique latine) : **3.000 euros**

### **Activité 2 : Outils de communication**

Les synergies lors des rencontres sont complétées par les outils de communication qui ont été mis en place notamment les notes informatives du réseau et les listes informatiques de diffusion. Ces outils renforceront, en effet, le travail collectif du réseau car ils permettront de mieux connaître et faire connaître au sein du réseau les particularités des organisations membres et ainsi tirer profit des expertises locales et spécifiques.

En 2010, le CADTM prévoit la réalisation de matériel de communication sous la forme d'un Tshirt CADTM réalisé avec le coton du Sud, de banderoles et de drapeaux permanents. Le tout réalisé bien évidemment dans des conditions de travail décent. Ce matériel sera disponible et transmis aux délégué-e-s présent-e-s à Bukavu pour la mobilisation de la MMF et le séminaire continental sur la dette (voir Axe 1). Ceci pour notamment éviter les frais d'envoi et pour pouvoir en disposer lors du FSM de Dakar en janvier 2011.

Banderoles permanentes, drapeaux, Tshirt avec le coton du Sud: **5.000 euros** (à charge de l'année 2010)

**Total pour l'action 1 : 24 600 euros**

## **Action 2 : Renforcement des mouvements sociaux et campagnes mondiales contre la dette**

### ***Activité 1 : Participation à l'Assemblée mondiale des mouvements sociaux (2010, 2011 et 2012)***

Pour renforcer la mobilisation internationale contre la dette du Sud, nous augmenterons les synergies avec les mouvements sociaux au niveau mondial.

Ainsi, nous prévoyons d'envoyer plusieurs délégués du réseau Sud à :

- l'Assemblée des mouvements sociaux de 2010 qui se tiendra en Afrique (la date et le lieu exacts ne sont pas encore connus). Les frais liés à cette participation sont budgétisés dans l'Action 1 de l'Axe 1 car elle s'inscrit également dans la préparation du FSM de Dakar de 2011.

- l'Assemblée des mouvements sociaux de 2011 qui se tiendra en Asie (la date et le lieu exacts ne sont pas encore connus).

- l'Assemblée mondiale de 2012, qui aura lieu en Amérique latine (la date et le lieu exacts ne sont pas encore connus).

En tant que membre à part entière de l'Assemblée des mouvements sociaux, nous prévoyons également de contribuer financièrement à l'organisation de ces Assemblées annuelles.

Séminaire de l'Assemblée de Mouvements sociaux de 2011: 14.000 euros

Séminaire de l'Assemblée de Mouvements sociaux de 2012: 11.200 euros

### **Activité 2: Séminaire international sur la dette et les droits humains en Belgique en 2010**

Après la huitième édition du séminaire sur le droit et la dette qui a eu lieu pour la première fois en Afrique (au Bénin) en 2009, le séminaire international de 2010 aura lieu en Belgique pour profiter de la présence des délégués du réseau international CADTM qui participeront également à la réunion mondiale du réseau et à la conférence publique célébrant le 20<sup>ème</sup> anniversaire du CADTM. Tous ces événements auront lieu fin novembre 2010. Le neuvième séminaire sur le droit et la dette sera axé sur la responsabilité des institutions multilatérales de financement : FMI, Banque mondiale, BEI, et les banques régionales de développement (Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque interaméricaine de développement). Nous inviterons comme conférenciers des juristes européens, africains et latino-américains. Le programme de ce séminaire sera élaboré collectivement par les membres du réseau. Chaque comité de coordination au Sud centralisera les propositions et communiquera avec le CADTM Belgique pour l'adoption définitive du programme.

**5.000 euros** (hébergement avion, visa, assurance, etc.). NB : cette somme s'ajoute aux 6.000 euros prévus au PA.

### **Activité 3: Suivi en 2011 du séminaire international sur la dette et les droits humains réalisé en Belgique**

En 2011, nous organiserons le suivi de ce séminaire par la diffusion large de ses conclusions qui seront traduites en anglais et en espagnol pour assurer l'appropriation par les organisations membres sur les différents continents dans l'optique d'une coordination a posteriori des échanges qui auront eu lieu pendant le séminaire. La transmission large de ces conclusions vise le renforcement du plaidoyer politique des organisations membres du CADTM ainsi que des partenaires et autres mouvements sociaux. Ces conclusions pourront servir de base à des interpellations politiques réalisées par le réseau.

**Total : 0 euro**

### **Activité 4 : Organisation d'un Dialogue Sud-Nord en 2012**

En 2012, nous organiserons un Dialogue Sud-Nord autour de la question des réparations si possible à Ouidah au Bénin car c'est un lieu symbolique (comme l'île de Gorée au large de Dakar) du départ des

esclaves vers les Amériques<sup>17</sup>. Ouidah offre l'avantage d'être moins coûteux par rapport à Gorée. Cependant, comme c'est un lieu moins fréquenté, la coordination du réseau Afrique se réserve la possibilité de l'organiser à Cotonou, à Lomé ou ailleurs.

A ce Dialogue Sud-Nord, nous prévoyons d'inviter des membres du réseau Asie et Amérique latine ainsi que des membres d'autres réseaux comme *Jubilé Sud*, *Via Campesina*, *la Marche mondiale des femmes*, *No Vox*, *Focus on the Global South*, etc. avec une prise en charge dans leur déplacement.

4 billets d'avion pour le CADTM Asie et l CADTM Amérique latine : **6.000 euros**

Intervention dans les déplacements des délégués d'autres réseaux Jubilé Sud, Via Campesina, MMF, No Vox, Focus on the Global South, etc.) : **4.000 euros**

Organisation de l'activité comme telle (location de salle, hébergement, per diem, documentation, actes du séminaire) : **5.000 euros**

Total du Dialogue Nord-Sud (sans une partie des frais mis dans l'Axe 1) : **15.000 euros**

**Total pour l'action 2 : 45 200 euros**

### **Action 3 : Renforcement des interpellations politiques**

#### **Activité 1 : Formation des délégués du réseau CADTM à l'Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam**

Chaque année, nous prévoyons d'envoyer 4 délégué-e-s du Sud suivre la formation du cycle de formation internationale Nord/Sud de l'Institut, formation qui a déjà enregistré des résultats très positifs en terme de formation politique des acteurs du Sud. En effet, les idées et concepts politiques sont dispensés au cours de cette formation internationale.

Nous veillerons bien sûr à assurer la parité hommes/femmes dans le cadre de la promotion de l'égalité homme-femme et de la lutte contre le caractère sexué de la pauvreté.

Cette formation permet également aux membres du réseau de rencontrer d'autres délégué/e/s internationaux du mouvement altermondialiste pour échanger et renforcer les synergies entre organisations en dehors du réseau CADTM.

Déplacement de 4 délégués du Sud (Afrique, Amérique latine ou Asie du Sud): **5.600 euros** (pour chaque année) : avion, hébergement, visa, assurance

**Total : 16.800 euros**

#### **Activité 2 : Interpellation sur base de la Charte politique**

L'Assemblée mondiale du réseau de décembre 2008 a permis l'élaboration collective d'une Charte politique du réseau CADTM qui constitue le cadre de travail des organisations membres du réseau,

---

<sup>17</sup> <http://fr.wikipedia.org/wiki/Ouidah>



cadre de travail à l'intérieur duquel les organisations disposent de toute latitude pour mettre en place leurs actions et activités. L'article 14 de la Charte, qui demande à chaque organisation d'inscrire « ses actions dans la perspective de la dynamique d'ensemble du réseau CADTM International », fixe ce cadre général. Après l'élaboration collective de cette Charte politique ainsi que d'une Charte de fonctionnement, un laps de temps a été laissé pour permettre aux différentes organisations de transmettre leurs éventuels amendements avant l'adoption définitive qui a eu lieu en marge du Forum Social Mondial de Belém le 2 février 2009.

Au cours des trois prochaines années, le CADTM AYNA jouera un rôle moteur dans l'impulsion des interpellations politiques sur base de la Charte politique. En effet, au second semestre 2010, le CADTM AYNA organisera dans un pays d'Amérique latine (qui reste à définir) **un séminaire sur « Dette, IFI's et architecture financière régionale »** qui aura pour objectif d'approfondir la compréhension des activités des Institutions financières internationales dans la région et leur impact sur l'endettement ainsi que les alternatives possibles. Sur le plan des alternatives, les participants analyseront les avancées et/ou les retards pris dans la mise en œuvre d'une architecture financière régionale à travers les initiatives de l'ALBA, de la Banque du Sud et du système régional de compensation ou monnaie scripturale, le SUCRE, qui devrait se transformer ultérieurement en une nouvelle véritable monnaie.

Ce séminaire coïncide parfaitement avec la Charte politique du CADTM qui prévoit le remplacement de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC par des institutions démocratiques qui mettent la priorité sur la satisfaction des droits humains fondamentaux dans les domaines du financement du développement, du crédit et du commerce international.

Ce séminaire sur l'architecture financière régionale, les IFI et l'audit de la dette est encore une fois en concordance avec ceux organisés par le CADTM Afrique sur l'audit de la dette et les IFI pendant la période 2010-2012. La participation de représentants d'Afrique et d'Asie ainsi que la diffusion des conclusions des travaux auront pour effet de renforcer la coordination du mouvement au niveau mondial via une meilleure compréhension des mécanismes d'action des IFI dans les différentes régions.

En 2011, le CADTM AYNA organisera en Amérique latine **un séminaire sur « dette sociale, femmes et luttes populaires »**. Cet atelier aura pour objectif de discuter des expériences nationales sur l'impact de l'endettement sur la satisfaction des besoins et droits humains fondamentaux dans la région ainsi que de faire ressortir le rôle central des femmes dans la lutte contre la dette. Ce séminaire s'inscrit parfaitement dans le cadre de la Charte politique, qui vise notamment à garantir l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de la vie. Cette charte vise également à affirmer la supériorité des droits humains sur le droit commercial et à imposer aux gouvernements, aux institutions financières internationales et aux entreprises le respect de différents instruments internationaux tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, 1981). Ce séminaire fait écho à celui qui sera organisé à Kaolack en janvier 2011 sur la même question (cf. Axe 1. Action 4). Un des objectifs prioritaires du réseau étant de renforcer le travail des femmes au sein de celui-ci et d'accroître la visibilité des luttes féministes dans la construction d'une société juste au niveau global, ce séminaire en encourageant la participation de femmes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, joue un rôle central pour parvenir à cet objectif.

En novembre 2012, le CADTM AYNA organisera **un séminaire sur l'audit de la dette**. La réalisation de cet atelier vise à renforcer le travail des organisations et à reprendre les données relatives aux audits de la dette au niveau mondial. La volonté est dans ce sens de développer les progrès du réseau CADTM en Afrique, en Asie et en Amérique latine au cours de la période 2010-2012. Il s'agit d'un effort pour maintenir la continuité du travail sur l'audit de la dette et à tenir informés les mouvements sociaux porteurs de cette revendication des progrès réalisés sur cette question. Rappelons ici que l'audit de la dette se trouve, depuis plusieurs années, au cœur de la stratégie du CADTM et que ce séminaire en

Amérique latine fera écho aux différents séminaires continentaux du CADTM Afrique sur l'audit de la dette organisés en 2010, 2011 et 2012.

**Budget : 4.500 euros par an**

**Total : 13.500 euros**

**Activité 3 : Production en 2012 de publications sur des cas répertoriés en Afrique, Amérique latine et en Asie de violation de droits humains par la Banque mondiale**

Les organisations membres d'un réseau continental (CADTM Afrique, CADTM AYNA et CADTM Asie) se coordonneront pour effectuer un travail de recherche et d'écriture visant à documenter des cas de violations par la Banque mondiale des droits humains dans leur région. En effet, depuis de nombreuses années, le CADTM travaille sur plusieurs cas concrets en RDC où la Banque mondiale s'est rendue complice de violations de droits humains et où sa responsabilité pourrait être engagée devant les tribunaux. Il s'agit dès 2010 d'étendre ces recherches au niveau du réseau Sud. Ces recherches porteront principalement sur la Banque mondiale mais pourront être élargies à d'autres institutions multilatérales comme la Banque asiatique de développement, la Banque inter-américaine de développement, etc. Le 9<sup>ème</sup> séminaire international sur le droit et la dette en 2010 contribuera à ce travail (voir Action 2 de l'Axe 2).

Ce travail de recherche et d'écriture (sur 3 ans) visera à révéler de nouveaux cas sur lesquels le CADTM n'a pas encore travaillé et à interpeller les représentants de la Banque mondiale sur ces cas précis. Ces recherches déboucheront sur des publications. L'objectif étant de sensibiliser les citoyens sur la responsabilité de la Banque mondiale dans les violations de droits humains et susciter une mobilisation et des actions en vue de la traduire en justice. Rappelons que la Banque mondiale ne dispose pas de l'immunité de juridiction et qu'elle n'a encore jamais été poursuivie devant les tribunaux.

Maquette et impression : **5.000 euros**

Soutien à la diffusion des publications (frais d'envoi et déplacements pour promotion) : mise en place de réseaux de distribution: **3.000 euros**

**Total : 8.000 euros**

**Total pour l'action 3 : 35 300 euros**

**Total pour l'Axe 2 : sur trois ans :  
105 100 euros**

# TOTAL AXE 1 et AXE 2

## 300 000 euros

### Explication de la cohérence entre les différentes actions du programme :

Comme indiqué dans la partie décrivant les différentes actions et les thématiques de ce programme, les actions composant les 2 axes se répondent entre elles. Nous l'avons ainsi matérialisé par l'usage des « cf » ou « voir Action... » pour établir les différentes connexions entre les actions composant le programme. A titre d'exemple, dans l'action 3. Activité 2 de l'Axe 2, il est prévu que le CADTM AYNA organise en 2011 en Amérique latine un séminaire sur « dette sociale, femmes et luttes populaires » où participeront également des délégué-e-s du CADTM Asie du CADTM Afrique. Ce séminaire est en concordance avec une autre action puisqu'il fait directement écho au Forum thématique sur les luttes des femmes africaines qui aura lieu à Kaolack au Sénégal en 2011 (Axe 1. Action 4. Activité 3).

Les 8 actions qui composent le programme sont parfaitement complémentaires entre elles car elles visent ensemble à renforcer les capacités (matérielles et intellectuelles) du réseau CADTM au Sud et en particulier du CADTM Afrique, au cœur de ce programme. En effet, les 2 axes sont construits autour du développement du réseau Afrique. Ce développement passe aussi bien par la réalisation d'actions spécifiques « directes » (l'Axe 1) que par des actions « indirectes » via les multiples synergies avec le réseau au Sud (l'Axe 2).

La mise en œuvre de toutes ces actions sur 3 ans ne profitera pas uniquement au CADTM Afrique mais également au CADTM AYNA et au CADTM Asie notamment grâce aux déplacements prévus de délégués de ces deux structures continentales aux 3 Séminaires continentaux sur la dette en Afrique et aux réunions stratégiques qui se tiendront en marge de ces activités publiques où les organisations partenaires du réseau (mouvements sociaux, organisations qui travaillent sur la dette, etc seront invitées).

Ces synergies à l'intérieur du réseau permettront aux membres du Sud de mieux se connaître, d'échanger sur les luttes sociales, sur les politiques menées par leurs gouvernement respectifs, sur les alternatives en cours et à créer, sur les points communs et les différences dans l'endettement de leurs pays ; sur l'impact des projets financés par les IFI dans leur pays et régions respectives, etc. Elles permettront également les restitutions des différents séminaires continentaux et faciliteront la transmission de l'expertise en matière d'audit de la dette afin d'aider les autres à surmonter les difficultés rencontrées dans la réalisation de ces audits, etc. Ces échanges seront également très utiles pour préparer des interpellations politiques communes et des activités communes comme le Dialogue Sud-Nord en 2012, etc.

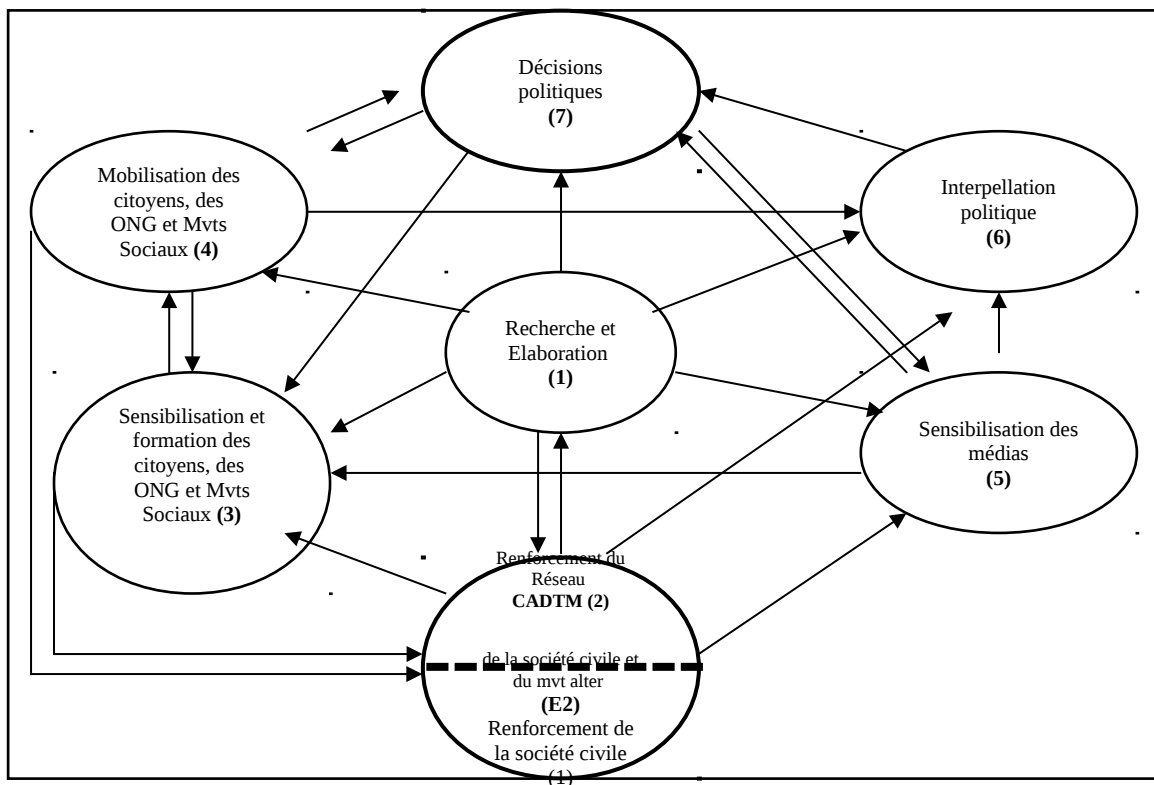
Ces synergies auront également comme effet de renforcer l'autonomie du réseau au Sud et d'avancer progressivement vers la constitution d'un secrétariat international du réseau au Sud.

Notons que la structuration et l'autonomisation du réseau sont déjà en marche avec la décision de se constituer en entité propre (CADTM Afrique, CADTM Asie et CADTM AYNA), de créer des Comités de coordination et d'introduire 3 plans de financement auprès du CNCD. Rappelons ici que ce programme

« Partenaire » à été élaboré collectivement par les membres de la Coordination du réseau Afrique et le CADTM Belgique et que les 2 autres programmes « Citoyenneté et Démocratie » introduits par le CADTM Ayna et le CADTM Asie sont complémentaires du 'Programme « partenaires ». En effet, les 3 programmes ont été conçus comme un véritable plan stratégique, d'où leur interdépendance.

### Explication de l'intégration entre les projets, les actions d'éducation au développement et de plaidoyer politique :

Ce programme « partenaires » s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale qui a pour but d'enclencher un cercle vertueux menant au renforcement de la société civile internationale, à sa mobilisation autour du thème spécifique du financement du développement et de la garantie universelle des droits fondamentaux. Il faut que l'opinion publique s'approprie massivement cette question pour qu'elle devienne un enjeu politique majeur pour les décideurs politiques. Ce cercle vertueux peut être schématisé de la façon suivante :



La stratégie du réseau CADTM pour la mise en place d'alternatives à la dette centrées sur les droits humains fondamentaux repose sur la réalisation de 7 étapes. La 7<sup>ème</sup> étape est la prise de décisions politiques en faveur d'un développement socialement juste et écologiquement soutenable. Toutes les autres étapes visent à la réalisation de cet objectif ultime.

Les 7 étapes sont les suivantes :

- o Continuité dans la recherche, les analyses et les élaborations (étape 1)

- o Renforcement du mouvement altermondialiste et consolidation du réseau CADTM (étape 2)
- o Sensibilisation et formation envers le secteur ONG, les mouvements sociaux et les citoyens (étape 3)
- o Mobilisation des citoyens, des ONG et des mouvements sociaux (étape 4)
- o Sensibilisation des médias (étape 5)
- o Interpellation des représentants politiques et des organisations internationales à la poursuite de ces enjeux (étape 6)

Prise de décisions politiques (étape 7). Seul ce dernier élément ne se décline pas en activités du CADTM car il représente l'aboutissement, l'objectif global découlant du succès des objectifs spécifiques

En ce sens, le CADTM considère que tant sa raison sociale que le projet pour lequel il rentre une demande rencontrent précisément la conception du développement du CNCD, telle qu'elle est inscrite dans sa Charte fondamentale :

*« Nous, organisations de coopération, de jeunes, de femmes, syndicalistes, d'éducation permanente, membres du personnel du CNCD, militantes et militants engagés dans la construction d'un monde plus juste et solidaire : Nous réaffirmons vouloir œuvrer collectivement au sein du CNCD pour faire de celui-ci un moteur de mobilisation en vue de transformer mentalités et comportements, structures et décisions politiques en faveur d'un développement équitable et durable dans le monde et plus particulièrement dans le Sud. »*

### **Explication du Système d'évaluation prévu :**

Nous prévoyons au cours de l'année 2011 une évaluation externe de la mise en œuvre du programme « Partenaires ». Cette évaluation portera plus précisément sur son contenu, sa mise en œuvre et sa gestion à mi-parcours afin de permettre au réseau d'ajuster le programme pour le rendre encore plus efficace en 2011 (quelques semaines après la remise de ce rapport d'évaluation) et en 2012. Dans les termes de référence, nous préciserons que l'évaluation devra porter une attention particulière à l'intégration de la dimension du genre.

Pour faciliter une évaluation de qualité, nous comptons :

- mettre à disposition de l'évaluateur-trice tous les documents utiles pour réaliser l'évaluation (les programmes introduits auprès du CNCD et d'autres bailleurs de fonds, les PV des réunions des Comités de coordination du CADTM Afrique, du CADTM AYNA et du CADTM Asie, le compte-rendu de l'Assemblée mondiale du réseau de 2010, les PV des réunions du réseau Afrique, du réseau Asie et du réseau AYNA et tout autre document détenu par le Secrétariat international )
- financer sur fonds propres le coût de l'évaluation : la rémunération et le déplacement de l'évaluateur-trice externe pour qu'il/elle se rende à une activité du réseau CADTM en Afrique en 2011 où participeront également des délégués du CADTM AYNA, du CADTM Asie (voir l'action 1 de l'Axe 2) et du CADTM Belgique (les déplacements de ses délégués aux activités du réseau Sud ne sont pas budgétisées dans ce programme). Nous n'avons encore choisi l'activité en question mais nous ferons en sorte qu'elle combine plusieurs moments stratégiquement importants pour le réseau. Il est probable que nous proposons à l'évaluateur-trice de se déplacer au Séminaire continental sur la dette qui aura lieu en Afrique de l'ouest (voir l'Action 2.

Activité 2 de l'Axe 1) car il réunira plusieurs délégués du CADTM International et parce qu'une réunion du réseau Afrique et une autre de la Coordination Afrique auront lieu en marge de Séminaire public. L'évaluateur-trice participera alors à toutes ces réunions. Le FSM de Dakar (Action 1. Activité 2 de l'Axe 1) pourrait justifier le déplacement de l'évaluateur/trice, s'il/elle ne peut se rendre au Séminaire continental de 2011. En effet, à l'occasion du FSM de Dakar, le réseau CADTM organisera différents panels dans le cadre du programme du FSM et le CADTM Afrique présentera publiquement son livre sur les luttes africaines (Action 1. Activité 3 de l'Axe 1). En marge du FSM, plusieurs réunions stratégiques du réseau CADTM auront également lieu.

Cette évaluation devrait permettre de dégager les forces et les faiblesses dans l'exécution du programme « Partenaires » et de faire des propositions pour améliorer l'exécution du programme. Ces propositions seront, dans un premier temps, analysées et débattues par le Comité de coordination du CADTM Afrique via les listes de discussion, internet, skype, etc...(voir Action 5 de l'Axe 1) en contact permanent avec le Secrétariat international et les 2 autres Coordinations (du CADTM AYNA et CADTM Asie du Sud, en particulier pour toutes les recommandations de l'évaluation portant sur l'Axe 2 dudit programme). Des ajustements seront ensuite décidés par le Comité de Coordination du réseau Afrique, en concertation avec les mêmes autres acteurs du réseau international. Le Comité de coordination sera responsable du suivi de l'application de ces ajustements jusqu'à la fin du programme en 2012.

## VII. Les publics cibles du Programme

Les publics cibles visés par ce Programme sont multiples :

- Les organisations membres du réseau CADTM Afrique, CADTM AYNA et CADTM Asie
- Les organisations travaillant sur la dette du Sud (Jubilé Sud, Jubilé UK, EURODAD, LATINDAD, etc)
- Les mouvements sociaux du Sud et du Nord
- Les citoyen(e) s du Sud
  - o Zones urbaines et rurales
  - o Universités
  - o Ecoles
  - o etc
- Les citoyen(e) s du Nord
- Les parlementaires et mandataires politiques du Nord et du Sud

- Les représentants des institutions financières internationales et des autres banques de développement (Banque asiatique de développement, Banque inter-américaine de développement)
- Les médias au Sud comme au Nord

## **VIII. La viabilité et durabilité du Programme**

La nature des organisations partenaires de ce programme est une des garanties pour la viabilité et la durabilité du programme. En effet, ce programme s'adresse à des organisations du Sud qui sont actives sur le terrain depuis près de dix ans (Cf Description des organisations membres du CADTM Afrique). Ces organisations ont, au cours de cette période, développé un grand nombre d'activités et ont ainsi acquis une certaine expérience en matière d'éducation permanente et d'actions d'interpellations politiques. Ce programme vient donc renforcer leurs actions antérieures sur le terrain tout en favorisant de leur part de nouvelles initiatives pour l'éveil des consciences au Sud comme au Nord.

La nature même des actions listées dans ce programme, du fait de leur dimension politique, permet d'enclencher au niveau des citoyens et de nouvelles organisations au Sud comme au Nord une dynamique d'engagement sociale pour un changement positif au sein de la société. Le CADTM Belgique relatera et médiatisera au Nord ces actions mises en œuvres au Sud. Les thématiques choisies auront certainement un effet positif sur la motivation des militants du Sud à s'engager fortement pour le respect effectif de leur droit au développement, inscrit dans de nombreuses conventions internationales.

# **ANNEXES**



## **FICHES DE PRESENTATION DES ORGANISATIONS MEMBRES DU RESEAU**

### **CADTM AFRIQUE**

#### **AMSEL CADTM Lubumbashi RDC**

(Action Mondiale pour le Sourire,  
l'Espoir et la Lumière)

Type d'organisation :

Association, ayant des statuts officiels.  
Aucun-e permanent-e.

Budget annuel : 1800€, provenant de fonds propres et d'apports des partenaires financiers, principalement le CRONG, la Société Civile, l'Eglise Catholique et le CADTM International.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. lutte contre l'ignorance (droits humains, euthanasie, pollution, SIDA, etc.)
2. promotion du développement à travers l'agriculture et l'élevage
3. alternatives pour le développement durable

Travail de l'organisation dans ce contexte

*Situation et fonctionnement :* De plus en plus d'activités sur la dette sont organisées en RDC. En plus des activités de formation et sensibilisation, l'organisation travaille au renforcement des synergies entre organisations de la société civile locale et à la formation des parlementaires.

Il est également prévu de mettre sur pied deux bibliothèques (une à l'Université de Lubumbashi et une autre au siège du CADTM Lubumbashi).

En ce qui concerne les médias, l'organisation collabore avec une chaîne de télévision et deux journaux (le Potentiel et le Fédéral). Le travail en synergie avec les organisations partenaires du Nord est essentiel (notamment pour l'apport de matériels pédagogiques et de données d'analyse).

#### **APASH CADTM Congo Brazzaville**

Type d'organisation :

Coalition d'organisations, ayant des statuts officiels.  
Aucun-e permanent-e.

5 membres officiel-le-s, une trentaine de sympathisants.

Partie prenante du réseau CADTM International et ATTAC International.

Partenaire d'ATTAC Togo, Jeunes Volontaires pour l'Environnement Togo, Union Congolaise des Volontaires pour le Développement, Association Jeunes Levons Nous et Bâtissons, Association Congolaise pour la Défense des Droits des Consommateurs.

Budget annuel : 2 500€, grâce aux apports des partenaires, principalement le CADTM International et l'Ambassade de France (projet environnement pour le recyclage des sachets).

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. environnement et agriculture
2. OMC
3. éducation
4. migration (fuite des cerveaux)
5. commerce équitable et économie solidaire (coopératives)

**La dette est souvent évoquée dans les médias, comme résultat du travail d'APASH-CADTM.**

Travail de l'organisation dans ce contexte

*Situation et fonctionnement :*

APASH CADTM et Solidaires CADTM Pointe Noire sont les deux seules organisations à travailler sur ce thème au Congo Brazzaville.

APASH CADTM travaille principalement à la sensibilisation, notamment au travers des médias (articles, émissions radio/TV) et du matériel produit (dépliants, vente des livres CADTM).

**CADTM Solidaires**

**Pointe Noire Congo Brazzaville**

Type d'organisation :

Association ayant des statuts officiels.

Aucun-e permanent-e.

Budget annuel : 3730€, récoltés grâce aux cotisations des membres, aux revenus des activités et aux apports de partenaires, principalement Association Officina del Anime ONLUS et le CADTM International.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. l'école
2. les droits humains (logement, santé, eau, libertés politiques)
3. protection de l'environnement
4. culture
5. renforcement du mouvement altermondialiste
6. ressources naturelles

**La dette est souvent évoquée dans les médias, comme résultat du travail d'APASH-CADTM.**

Travail de l'organisation dans ce contexte

*Situation et fonctionnement :*

APASH CADTM et Solidaires CADTM Pointe Noire sont les deux seules organisations à travailler sur ce thème au Congo Brazzaville.

APASH CADTM travaille principalement à la sensibilisation, notamment au travers des médias (articles, émissions radio/TV) et du matériel produit (dépliants, vente des livres CADTM).

**APASH CADTM Brazza fait face à des difficultés très importantes :**

\_ avec les partenaires : démobilisation avec le temps, manque de moyens pour les activités (per diem) et l'embauche, « dangerosité » des thèmes traités.

\_ pour organiser des activités faute de légitimité.

\_de fonctionnement dues aux conditions de vie.

## **NAD Unikin RDC**

(Nouvelles Alternatives pour le Développement –  
Université de Kinshasa)

### Type d'organisation :

Association estudiantine, ayant des statuts officiels auprès de l'Université de Kinshasa.

Aucun-e permanent-e.

20 membres officiel-le-s.

Partie prenante du réseau CADTM International, ATTAC International, CETIM, Forum Social RDC.

Partenaire de NAD Kin RDC, Plateforme Dette et Développement, Ecole de Santé Publique de l'Université de Kinshasa, Bureau Central de Santé, Campagne Dette Illégitime UK.

Budget annuel : environ 60 USD, apportés par les cotisations et dons des membres (étant des étudiants, les contributions sont peu élevées).

Pour un projet conjoint, nous allons bénéficier d'un financement de l'Ecole de Santé Publique.

### Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. VIH/ SIDA
2. Souveraineté alimentaire
3. dynamique communautaire

### Travail de l'organisation dans ce contexte

*Situation et fonctionnement* : NAD UniKin fait principalement des activités de sensibilisation et de mobilisation et des activités communautaires (autour du DSRP notamment). Une enquête approfondie est en route sur les biens mal acquis de Mobutu, en collaboration avec la Plateforme Dette et Développement. Elle développe également des alliances avec les communautés de base, les Parlementaires, les organisations de la société civile, etc.

## **CADTM Togo**

### Type d'organisation :

Association ayant des statuts officiels.

Aucun permanent.

225 membres officiel-le-s et 160 sympathisant-e-s.

Partie prenante du réseau CADTM International.

Partenaire de ATTAC Togo, les syndicats, la coordination nationale de la Marche Mondiale des Femmes, les partis politiques, le Conseil National de Jeunesse, les associations de défense des droits humains, l'Association des Jeunes Leaders pour la réalisation des OMD, etc.

Budget annuel : 700 000 Francs CFA, récoltés grâce aux cotisations des membres et aux dons.

### Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. genre

2. agriculture et élevage
3. environnement
4. éducation
5. emploi

### **Travail de l'organisation dans ce contexte**

*Situation et fonctionnement* : Plusieurs organisations travaillent sur le thème de la dette. La mobilisation n'est pas toujours aussi quotidienne et visible que souhaitée, mais les perspectives sont bonnes.

L'organisation a participé à la mise en œuvre d'une Plateforme dette nationale et mène des activités de sensibilisation et formation auprès de groupes spécifiques (scolaires, leaders syndicats, partis) et lors d'activités publiques.

## **RNDD Niger**

(Réseau National Dette et Développement)

### Type d'organisation :

Réseau de coalition sociale, ayant des statuts officiels.

Il regroupe 32 organisations de la société civile nigérienne (syndicats, journaux, ONG, etc.).

1 permanent-e et un employé pour le gardiennage.

Partie prenante du réseau CADTM International, Jubilé Sud, ROAD et le CNCD.

Partenaire de la Cellule Bonne Gouvernance et du Ministère de l'Economie et des Finances.

Budget annuel : 3 216 000 Francs CFA XOF, récoltés grâce aux cotisations des membres, aux droits d'adhésions, aux subventions, aux dons. Les principaux partenaires financiers sont le CNCD et le CADTM.

## **CERIDA Guinée Conakry**

(Centre d'Etude et de Recherche pour l'Intégration  
Régionale et le Développement de l'Afrique)

### Type d'organisation :

Association indépendante régionale, ayant des statuts officiels auprès de l'Etat guinéen.

3 permanent-e-s, 2 stagiaires et 5 volontaires employé-e-s à temps partiel.

Il compte 45 membres officiel-le-s, 5 membres associé-e-s et 7 membres honoraires.

Partie prenante de différents réseaux :

En Guinée : Fédération des ONG de Guinée (FONG-Guinée), Coalition des alternatives africaines dette et développement et de défense des intérêts fondamentaux de Guinée (CADIF-Guinée), Conseil national des organisations de la société civile de Guinée (CNOSC-Guinée).

En Afrique : Réseau ouest africain de développement (ROAD), Conseil économique, social et culturel de l'Union Africaine (ECOSOCC).

Au niveau international : CADTM International, Département de Information Publique (DPI/ONG) des Nations Unies, Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et a un statut consultatif avec les Nations Unies (ECOSOCC).

Partenaires :

au niveau national : organisations communautaires à la base, associations locales de développement, collectivités locales, Universités et Instituts de recherche, Coordinations nationales des programmes de

développement et de promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance, les Départements en charge de la coopération, de l'intégration régionale, des relations économiques internationales, et du développement durable.

\_ au niveau régional et international : RAFAL (Réseau Africain Francophone sur les armes légères pour la prévention des conflits et la construction de la Paix), RASALAO (Réseau d'Action sur les Armes légères en Afrique de l'Ouest), Réseau Germe (Formation et perfectionnement des promoteurs et cadres d'entreprise), CETIM, CONGO (Conférence des ONG ayant des relations consultatives avec les Nations Unies), ATTAC-France, la revue «ALTERMONDES», etc.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. décentralisation et développement local
2. intégration africaine et relations économiques internationales
3. genre et développement social
4. environnement et développement durable
5. gouvernance et lutte contre la corruption
6. promotion de la culture de la Paix

Travail de l'organisation dans ce contexte

*Situation et fonctionnement :* L'organisation intervient dans le cadre de l'information, de la formation, de la mobilisation citoyenne et de l'interpellation politique au niveau local, national, sous-régional, régional et mondial, réalisant un travail de soutien et de mise en œuvre de projets, stratégies et programmes. Elle joue également un rôle de partenaire et prestataire de service après des décideurs politiques. C'est enfin un centre de recherche et d'analyses, gérant une bibliothèque. L'organisation est l'une des premières et des rares à sensibiliser sur le thème de la dette, mal connu de la population.

## **ATTAC Togo**

(Association pour la Taxation des Transactions  
financières pour l'Aide aux Citoyens)

Type d'organisation :

Association, ayant des statuts officiels.

Aucun-e permanent-e.

Partie prenante du réseau CADTM International et ATTAC International.

Budget annuel : 600 000 Fcs CFA, récoltés par don.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. justice économique
2. contrôle citoyen de l'action publique
3. développement durable
4. corruption
5. migration
6. transactions financières

Travail de l'organisation dans ce contexte

*Situation :* Depuis 2 ans, Attac Togo a pour priorité la création de clubs Attac dans les établissements scolaires et universitaires pour la formation des élèves et étudiants. Nous organisons depuis 4 ans la semaine du développement durable en collaboration avec d'autres associations écologiques et les établissements scolaires.

## **CAD Mali**

(Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement)

### **Type d'organisation :**

Coalition d'organisations de la société civile, ayant des statuts officiels.

4 permanent-e-s

Partie prenante au niveau international du réseau CADTM International, Jubile Sud, Réseau Cotonou, FSM, FSA, Réseau WARBAN (Ghana), CDD (Nigeria) et au niveau national du Conseil National de la Société civile (CNCS), Coalition pour la protection du patrimoine génétique national (COPAGEN), Collectif de soutien aux expulsés, etc. Partenaire de Oxfam Novib, Oxfam Solidarité, Diakonia et CNCD.

La Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali) est un mouvement social populaire de statut malien agréé par le Gouvernement du Mali en 2001.

Le mouvement social populaire CAD Mali est bien connu au Mali, en Afrique et dans le Monde à travers des activités concrètes de résistances et de proposition d'alternatives sur les questions problématiques de l'endettement du Tiers monde et du commerce international. Ces deux questions en plus du système de corruption au Sud avec la complicité du Nord, sont des mécanismes fondamentaux du blocage du processus de développement social, économique, culturel, environnemental et politique du Mali, de l'Afrique et des autres pays du Tiers Monde.

La CAD Mali a construit sa légitimité et crédibilité sur le terrain de la mobilisation sociale, d'éducation populaire, de protestations d'échanges, et proposition d'alternatives.

Elle réalise de la formation au playdoier, des conférences débats, des études d'impact, de l'éducation populaire, de la formation de députés, le Forum des peuples du Mali et l'audit citoyen de la dette du Mali entre autres.

**Budget annuel :** 100 000 000 Fcs CFA, récoltés grâce aux apports des partenaires financiers, principalement Oxfam Novib, Diakonia, CDD, CNCD, Oxfam Solidarité.

## **RPC Mauritanie**

(Réseau d'organisations de la société civile pour la Promotion de la Citoyenneté – ex-Comité de Suivi des Assises de la société civile mauritanienne)

### **Type d'organisation :**

Réseau d'organisations de la société civile, ayant des statuts officiels.

4 permanent-e-s, 2 employés pour le gardiennage, 1 pour le ménage.

21 organisations membres, soit des milliers de personnes membres.

Partie prenante du réseau CADTM International et ROAD.

Partenaire de Intermon Oxfam, Oxfam GB.

**Budget annuel :** 28, 48 millions d'ouguiyas, récoltés notamment grâce aux apports des partenaires. Le principal partenaire financier est Oxfam GB.

### **Travail de l'organisation dans ce contexte**

*Situation et fonctionnement :* Le réseau a su toucher les médias à travers des émissions de radio en langue locale. Il mène également un travail de sensibilisation auprès des organisations membres et du grand public sur tout le territoire.

## ATTAC Burkina

Attac Burkina organise depuis 2007 le forum social du Burkina dont la troisième édition aura lieu du 07 au 10 avril 2010 à Bobo Dioulasso avec une cinquantaine d'organisations de la société civile dont ATTAC BURKINA assure la présidence.

Les questions abordées sont les questions relatives à la dette en premier mais aussi relatives à la finance mondiale, les paradis fiscaux, les OGM, les spéculations foncières et d'autres questions telles que l'accaparement des terres, les privatisations mais également les questions de l'environnement et du genre. Attac Burkina s'implique également dans la défense des droits fondamentaux par exemple dans des activités de défense des droits des journalistes et bien d'autres personnes menacées ou privées de leurs droits tels fut le cas de la lettre ouverte de ATTAC Burkina sur le non lieu prononcé sur le dossier Norbert Zongo disponible sur le site de ATTAC Burkina.

ATTAC BURKINA dispose de statuts depuis 2002 et regroupe des personnes physiques mais pas encore de personnes morales.

Une permanence non rémunérée est assurée par les bénévoles.

Ses activités s'organisent sur la base des contributions des membres de la structure. Attac Burkina ne dispose pas d'autres fonds ni de partenaires extérieurs.

Attac Burkina effectue un travail de sensibilisation par des activités classiques peu coûteuses d'information et de formation des organisations de la société civile autour des préoccupations liées à la mondialisation néolibérale et ses conséquences désastreuses sur le terrain burkinabé et par delà dans le monde et la nécessité d'une véritable prise de conscience pour des alternatives.

Elle réalise également un travail d'interpellation des gouvernants sur les conséquences désastreuses de leurs politiques sur les populations.

Pour les trois ans à venir, Attac Burkina réfléchit à une association avec d'autres structures sur le terrain notamment pendant le Forum Social du Burkina pour commencer un travail préalable au lancement futur d'un audit de la dette du Burkina.

## Forum national contre la dette et la pauvreté (FNDP) Côte d'Ivoire

Date de la création : 21 Avril 2001

Régime juridique : association de droit ivoirien

Objet social: Former et informer les citoyens sur la question de la dette; promouvoir les droits humains; soutenir les populations à la revendication de leurs droits; organiser des activités de lutte pour l'annulation de la dette; être en lien avec les autres mouvements sociaux afin de renforcer nos actions.

Le FNDP est membre :

Au niveau national de

La Marche Mondiale des Femmes section Côte d'Ivoire et Mouvement ivoirien des droits de la jeunesse (MIDJ)

Au niveau international du réseau CADTM Afrique et International, de Jubilé Sud, du CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) de ROAD (Réseau Ouest africain pour le Développement) et du Forum social africain (FSA)

## **APROFES (Association pour la promotion de la femme sénégalaise) CADTM Sénégal**

Date de création : 13 novembre 1987 à Kaolack Sénégal

Régime juridique : ONG nationale

Raison sociale : l'APROFES a pour mission de contribuer à la promotion économique, sociale et culturelle de la femme sénégalaise

Bref historique des activités réalisées par le passé

**Formations de formateurs** sur les thématiques de genre, leadership, plaidoyer, contrôle citoyen, technique de communication, négociation et médiation

**Formation des leaders et animateurs** sur les questions de la dette de la pauvreté (causes et conséquences), les alternatives, le commerce international, les droits de la femme sénégalaise

**Interpellations politiques** sur le droit à la santé et la participation des femmes aux sphères de prise de décisions

**Conférences et causeries** sur le développement local et le contrôle citoyen, le code de la famille et la féminisation du VIH / sida ainsi que des séances de théâtre sur les mêmes thématiques

Synergies et partenariats

*L'APROFES est membre*

-Au niveau local du CONGAD, du forum social sénégalais et du conseil sénégalais des femmes

-Au niveau international du CADTM Afrique et International, de Solidarité socialiste Belgique, de NOVIB hollandaise et la LWR Etats Unis

## **ATTAC Maroc**

(Association pour la Taxation des Transactions  
financières pour l'Aide aux Citoyens)

Type d'organisation :

Association d'éducation populaire tournée vers l'action, disposant de statuts officiels.

Aucun-e permanent-e.

Environ 400 membres officiel-le-s.

Membre, au niveau national, du réseau ACME (Acte pour un Contrat Mondial de l'Eau), de la coordination nationale de la Marche Mondiale des Femmes, de la coordination nationale contre la hausse des prix et la dégradation des services publics, du réseau euro-africain « Migrations, droits fondamentaux et liberté de circulation ». A l'échelle internationale, elle est membre du réseau CADTM international, d'ATTAC, d'OWINFS, de S2B, du réseau européen pour la défense des services publics.



*Situation et fonctionnement* : Le mouvement se heurte à de grosses difficultés dues à la répression et au régime autoritaire, notamment d'accès aux informations. Il se focalise sur le réseautage et l'organisation d'activités en partenariat avec d'autres sur des thèmes connexes.

## **RAID ATTAC Tunisie**

Type d'organisation :

Association, ayant des statuts.

Aucun-e permanent-e.

10 membres officiel-le-s.

Partie prenante du réseau CADTM International et ATTAC.

Partenaire de LTDH, ATFD, UGTT.

Budget annuel : 0€.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

droits sociaux

développement

*Situation et fonctionnement* : l'organisation est la seule à traiter de ce thème. Le peu d'activités mises en œuvre reçoivent cependant un accueil favorable. L'organisation publie des articles et diffuse la littérature du CADTM, et est parfois également invitée à donner des conférences sur le thème de la dette par des organisations indépendantes. Les quelques activités réalisées sont mal perçues par le gouvernement, mais attire le soutien du public touché. Le discours de l'organisation alimente l'argumentation de l'opposition.

## **ATELIER ASIE**

### **VAK Inde**

(Vikas Adhyayan Kendra)

Type d'organisation :

Association, disposant de statuts officiels.

12 permanent-e-s.

10 membres officiel-le-s.

Partie prenante du réseau CADTM International, South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE), Asia Pacific Research Network (APRN), Peace Mumbai, etc.

Partenaire de FIAN, Kerala Fish Workers Forum, Coalition for Nuclear Disarmament & Peace, Centre for Study of Society and Secularism, etc.

Budget annuel : 80.000€, récoltés grâce aux cotisations des membres.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. Droits des Dalit (Intouchables)
2. Bien communs
3. Réhabilitation post-tsunami

4. Campagne contre les IFI
5. Démocratie et bonne gouvernance

Travail de l'organisation dans ce contexte

*Situation et fonctionnement* : travail depuis plusieurs perspectives (social, politique, économique et environnemental), visant principalement la construction d'alliance et le réseautage, l'information et la mobilisation.

## **CADTM Pakistan**

Type d'organisation :

Réseau national.

Pas de statuts officiels.

Aucun-e permanent-e.

7 membres officiel-le-s et 50 sympathisant-e-s.

Partie prenante du réseau CADTM International.

Partenaire de Women Workers Help Line (WWHL), le Parti Travailleur du Pakistan, Labour Education Foundation, Network for Social Development, des Comités Paysans et des syndicats.

Budget annuel : 500€, récoltés auprès d'autres organisations partenaires.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. droits des femmes
2. droit du travail
3. droit de la paysannerie

Travail de l'organisation dans ce contexte

*Situation et fonctionnement* : Population et mouvement social pas sensibles au départ. Stratégie à trois niveaux (national, régional et international). Beaucoup de travail de réseautage.

## **ATELIER AMERIQUE LATINE ET CARAÏBE**

### **ATTAC Argentine**

(Association pour la Taxation des Transactions  
financières pour l'Aide aux Citoyens)

Type d'organisation :

Association, ayant des statuts officiels.

1 permanent.

40 membres officiel-le-s, plus de 300 sympathisant-e-s.

Partie prenante du réseau CADTM International, du mouvement pour la souveraineté et l'intégration des peuples (MOSIP) et à la représentation argentine de l'alliance sociale continentale (ASC), du réseau Attac international, du Forum social mondial, du Forum social européen, de Enlazando Alternativas et du Tribunal permanent des peuples (TPP).

Partenaire de la Fondation d'Etudes Sociales et Politiques (FISyP), la Fédération judiciaire argentine (FJA), la Centrale des travailleurs argentins (CTA), le Mouvement pour la paix et la solidarité entre les peuples (MOPASOL), le Mouvement paysan de Santiago del Estero (MOCASE), de Diálogo 2000 et Jubileo Sur.

Budget annuel : 9.000\$, récoltés grâce aux cotisations des membres.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. le libre-échange
2. le modèle agro-industriel et les agro-carburants
3. pauvreté et distribution de la richesse
4. nouveaux processus d'intégration régionale
5. nouvelle architecture financière
6. genre

Travail de l'organisation dans ce contexte

*Situation et fonctionnement* : Les activités sont principalement de sensibilisation, formation, recherche et analyse, mobilisation et réseautage (MOSIP, TPP), au travers de séminaires, publications, conférences et interviews.

### **CADTM Equateur**

(Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde)

Type d'organisation :

Association, sans statuts officiels.

Aucun-e permanent-e.

15 membres officiel-le-s.

Partie prenante du réseau CADTM International, du Groupe National de la Dette en Equateur, du Colectivo Feminista (Collectif Féministe), de la Refundación Socialista (Refondation Socialiste) et de la Quatrième Internationale.

Partenaire de REMTE, CEDES, Jubileo 2000, Acción Ecológica, organisations de femmes de la Casa Feminista de Rosa (femmes de la ville de Quito), organisations de femmes indigènes de Cayambe, Cotacachi, Movimiento de Mujeres (mouvement de femmes) de El Oro.

Budget annuel : 15.000 dollars, récoltés grâce à un projet en collaboration avec le CNCD (juin 2007 à mai 2008).

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. dette et genre
2. environnement et dette écologique

Travail de l'organisation dans ce contexte

*Situation et fonctionnement* : Un travail important de sensibilisation et de formation est réalisé dans différents groupes à travers le pays (Cotacachi, Cayambe, Quito, Cotopaxi, Guayaquil, Cuenca, Machala). Le CADTM Ecuador fait également un travail conséquent de réseautage (local et régional) et développe la recherche et l'analyse en vue de la diffusion de matériels.

### **PAPDA Haïti**

(Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif)

Type d'organisation :

Coalition d'organisations, ayant des statuts et en phase d'officialisation.

17 permanent-e-s.

9 organisations et réseaux membres officiel-le-s, des milliers de sympathisant-e-s.

Partie prenante du réseau CADTM International, Jubilé Sud, l'Assemblée des Peuples de la Caraïbe (APC), du Comité Exécutif Régional, l'Alliance Sociale Continentale (ASC), Forum Mondial des Alternatives (FMA), Dialogue entre organisations africaines et latino-américaines, COMPA, CI-FSM et conseil hémisphérique du FSA. Partenaire de structures syndicales, Alternatives Canada, Oxfam GB, Oxfam International, Intermon, Broederlijk Delen et Entraide et fraternité et quelques organisations haïtiennes (dont la FOKAL et la BNC) et certains groupes religieux comme la MCC.

Budget annuel : 600.000 USD, récoltés grâce aux cotisations des membres, à la vente des publications et des apports des partenaires, principalement Alternatives Canada, Oxfam GB, Oxfam International, Intermon, Broederlijk Delen et Entraide et fraternité et quelques organisations haïtiennes (dont la FOKAL et la BNC) et certains groupes religieux comme la MCC.

Travail de l'organisation dans ce contexte

*Situation et fonctionnement* : Les activités de l'organisation se concentrent autour de plusieurs axes, dont : la politique économique néolibérale conduite par le Gouvernement Préval-Pierre Louis, la réflexion pour la mise en place d'un nouvel instrument politique, les accords de libre échange, la cherté de la vie, la souveraineté alimentaire, la démocratie participative et la décentralisation, l'occupation militaire, la répudiation des dettes illégitimes et odieuses, etc.

L'organisation fait principalement des activités de sensibilisation et mobilisation, des interpellations politiques et un travail de réseautage.

## **Les organisations membres des réseaux continentaux, en instance d'adhésion au réseau international du CADTM**

### **Audit Citoyen de la Dette - Brésil (Auditoria cidadá da dívida)**

o Adresse : SAS, Cuadra 5, Lote 7, Bloco N. 1 andar – Cep:  
70070-939 – Edifício OAB – Brasília - DF

o Personne de contact:

Rodrigo Viera de Avila

Téléphone: +6121919731

E-mail: [auditoriacidada@terra.com.br](mailto:auditoriacidada@terra.com.br)

- Objectifs de l'organisation

En septembre 2000, les mouvements sociaux et organisations brésiliennes, parmi lesquelles Jubilé Sud, ont organisé un référendum pour le non paiement de la dette, pour la réalisation d'un audit et pour la rupture des accords avec le FMI. Plus de 6 millions de Brésiliens issus de 3444 municipalités ont voté dont plus de 95% se sont prononcés pour la suspension du paiement de la dette sans audit préalable, et contre la destination d'une grande partie des ressources aux spéculateurs.

Alors que le Congrès n'appelait pas à la mise en place de l'audit officiel, tel que l'exige la Constitution Fédérale, un groupe d'entités s'est organisé afin de promouvoir un audit citoyen, qui soit réalisé par et pour les citoyens. L'objectif de l'audit de la dette est de rendre compte du processus d'endettement du pays afin de révéler le caractère légitime ou illégitime de la dette, et postérieurement de promouvoir des actions pour réduire le montant de la dette interne et externe.

#### - Activités organisées

Le groupe de travail composé de citoyens a eu accès à des documents et a réalisé des rapports afin de mettre en évidence le processus historique et les causes qui ont mené à l'endettement. Dans un même temps, il a suivi l'évolution de la dette et les mécanismes qui y sont liés. Tous les travaux réalisés sont amplement diffusés par le biais de publications didactiques - tels que des bulletins, des brochures, des vidéos et des livres - et sur le site internet [www.divida-auditoriacidada.org.br](http://www.divida-auditoriacidada.org.br). L'Audit Citoyen de la Dette organise également des événements : des séminaires nationaux et internationaux, des débats, entre autres activités.

L'Audit Citoyen de la Dette a maintenant réussi à pousser en faveur de l'installation d'une Commission d'Enquête Parlementaire de la Dette publique, et l'organisation s'est engagée au sein de cette Commission afin d'étudier et de dénoncer l'illégitimité de la dette.

#### **Plate-forme DESCAM - Uruguay**

Adresse: Avenida 18 de Julio No. 878 Apto. 206, Montevideo, Uruguay

Personne de contact:

Ramiro Chimuris

Téléphone: +59829018983 / +59894630646

E-mail: [ramirochimuris@gmail.com](mailto:ramirochimuris@gmail.com)

#### - Objectifs de l'Organisation

La Plate-forme sur les Droits Économiques, Sociaux, Culturels et Environnementaux (DESCAM) Uruguay a développé ses activités en soutien aux revendications sociales et politiques, aux niveaux national, régional et international.

Au niveau national (Uruguay), la Plate-forme DESCAM se concentre sur des activités militantes de base auprès d'organisations sociales et politiques critiques à l'égard de la gestion des gouvernements progressistes de Tabaré Vázquez et de José Mujica (ex-sénateur, ex-ministre de l'Agriculture et ancien prisonnier politique dans les années 70) qui lui a succédé en novembre 2009, et de leurs ministres.

L'organisation réalise également des activités d'éducation populaire et de formation de cadres politiques, qui ont une portée nationale et régionale (Argentine, Brésil, Venezuela, Equateur), dans le cadre de l'Université Populaire Joaquín Lencina.

Nous utilisons également les mécanismes juridiques et la voie judiciaire comme outils politiques. Nous conseillons des syndicats, des organisations sociales et politiques qui agissent pour la défense des droits des travailleurs. Nous menons également des actions concrètes sur le thème de l'endettement externe et interne : séances d'information, actions en faveur de l'investigation des irrégularités dans la gestion des finances publiques, etc.

Enfin, nous avons accumulé pendant plusieurs années des données et des preuves afin, dans un second temps, d'entamer une action en justice (juger les responsables nationaux et internationaux, les personnes physiques et juridiques qui ont participé à l'endettement externe du pays, et procéder à la rétrocession des paiements indus).

#### - Activités organisées

Au cours de l'année 2009, nous avons réalisé plusieurs activités publiques au niveau national, principalement des séminaires et des ateliers de discussion publique sur la dette externe (7 à Montevideo et 5 dans le reste du pays) et sur la gestion de l'économie nationale. Dans le cadre de l'Université Populaire (qui est l'organe politique de la Plate-forme DESCAM), nous travaillons avec les

Cercles Bolivariens impulsés par le journal "Resumen Latinoamericano" dirigé par Carlos Aznarez (publié au Venezuela, en Argentina et en Uruguay). Nous nous rencontrons une fois par mois, à l'Université Publique d'Uruguay ou aux sièges des différents syndicats de travailleurs.

#### **LST Sri Lanka, représenté par B. Skanthakumar**

Law & Society Trust (LST) est une organisation non gouvernementale basée à Colombo, Sri Lanka, qui mène des activités de recherche, de documentation et de plaidoyer relatives aux droits humains. Nos domaines d'action incluent les Droits civils et politiques, les Droits économiques, sociaux et culturels, le lien entre conflits et droits humains. L'objectif est de promouvoir le respect de l'universalité, de l'indivisibilité et de l'interdépendance des droits humains, afin de garantir la justice pour tous, par le biais de la sensibilisation, du lobby au niveau national, régional et international, de la diffusion d'information, de formations sur les droits humains et du travail en réseaux au niveau national et régional.

LST est membre fondateur du Forum Asiatique sur les Droits Humains et le Développement (Forum-Asia) et du Forum Sud-Asiatique pour les Droits humains (SAHR), et participe activement à de nombreux réseaux régionaux et internationaux. LST a également participé au deuxième Atelier d'Asie du Sud sur la Dette et les Institutions financières (IFIs) qui s'est tenu à Katmandou en janvier 2009. Il est membre de l'Alliance régionale et internationale sur la Dette et est actuellement la principale organisation qui promeut la campagne contre la dette au Sri Lanka. A cette fin, LST a traduit en Cinghala le manuel sur l'audit de la dette. Il s'est également porté volontaire pour appuyer le quatrième Atelier d'Asie du Sud sur la dette et les IFIs qui se tiendra à Colombo en octobre 2010.

#### **IED Bangladesh, représenté par Numan Ahmed Khan**

L'Institut pour l'Environnement et le Développement (IED) est un groupe d'activistes sociaux qui travaille depuis 1994 au développement et à la promotion d'une citoyenneté active en faveur de l'environnement et d'un monde plus juste. IED est actif dans 23 districts et dans les 6 divisions du Bangladesh. Il exerce une activité de soutien et de consolidation des initiatives de divers groupes: de jeunes, de femmes, de communautés ethniques, de volontaires et d'organisations paysannes. Pour soutenir les initiatives des communautés et accélérer les processus de développement à la base et au niveau national, IED concentre ses efforts sur l'amélioration du cadre de vie par le biais du renforcement des capacités des individus, particulièrement les jeunes, les femmes, des plus démunis, afin de mener au respect des droits civils, politiques et sociales des individus et des groupes.

IED a participé aux différents ateliers dans le cadre de la campagne régionale sur la dette. Il était également l'hôte du troisième Atelier d'Asie du Sud sur la dette et les IFIs, à Dhaka en décembre 2009. L'Atelier a vu la participation d'activistes, d'universitaires, d'étudiants, de professeurs, de syndicalistes, etc., issus de tout le pays. Près de 30 participants sont venus d'autres districts et divisions du Bangladesh. Toutes les divisions (Rajshahi, Sylhet, Chittagong, Khulna, Barisal et Dhaka) étaient représentées. Plusieurs représentants de réseaux et mouvements environnementaux, de protection des droits humains, de femmes, syndicaux, d'enseignants, d'étudiants, de peuples originaires, et des journalistes étaient présents. A l'issue de cet Atelier, nous nous sommes engagés à participer à la construction d'un large mouvement contre la dette et contre les conséquences désastreuses des projets et des politiques des IFIs.

## Sommaire du livre du Réseau Afrique sur les Résistances Africaines

- 1-ZINABA RASMANE (**BURKINA FASO**) : Le Burkina FASO dans la tourmente des privatisations: Cas du chemin fer de la SITARAIL racheté par Bolloré
- 2-Rock NIANGA (**CONGO Brazzaville**) : L'IMPACT DE LA DETTE SUR LA SANTE AU CONGO Brazzaville
- 3-Pierre NGAMPOU (**CONGO Brazzaville**) : Dette et éducation : l'école de la dette au Congo B/Ville
- 4-Jean victor LEMVO (**CONGO BRAZZAVILLE -Pointe-Noire**) : Société civile congolaise et la question pétrolière au Congo Brazzaville
- 5-Solange KONE (**COTE D'IVOIRE**) : Promotion des actions de lutte des femmes
- 6-TOURE AMINATA BARRY (**MALI**) : La société civile Malienne mobilisée pour une transparence budgétaire au profit des communautés
- 7-Lucile Daumas (**MAROC**) : La problématique du développement local et de la démocratie locale à partir de l'expérience du mouvement d'Ifni
- 8-Jawad Mostakbal (**MAROC**) : La question de la privatisation de l'eau à partir de l'expérience des habitants de Bensmim autour de la défense de leur source
- 9-Yacouba IBRAHIM (**NIGER**) : *Niger : Dette et pauvreté, le cercle infernal*
- 10-Luc Mukendi (**RDC**) : La dette et la gestion des ressources naturelles
- 11-Fathi CHAMKHI (**TUNISIE**) : Privatisations et résistances ouvrières : d'après l'expérience de la grève de la faim des ouvriers d'ICAB (hiver 2002)
- 12-Fathi CHAMKHI (**TUNISIE**) : Le Forum Social Tunisien : portées et limites du processus altermondialiste dans une société anti-démocratique
- 13-Fathi CHAMKHI (**TUNISIE**) : Le soulèvement de Redeyef (janvier-juin 2008) : l'emploi au cœur de la contestation sociale

## ***Charte politique du CADTM International***

### **Préambule :**

- En 1989, « l'appel de la Bastille » est lancé à Paris : il invite toutes les forces populaires du monde à s'unir pour l'annulation immédiate et inconditionnelle de la dette des pays dits « en développement ». Cette dette, écrasante, ainsi que les réformes macro-économiques néolibérales imposées au Sud à partir de la crise de la dette de 1982, ont provoqué l'explosion des inégalités, une pauvreté de masse, des injustices criantes et la destruction de l'environnement. C'est en réponse à cet appel, et pour lutter contre la dégradation générale des conditions de vie de la majorité des peuples, que le CADTM est créé en 1990. Aujourd'hui, le CADTM International est un réseau constitué d'une trentaine d'organisations actives dans plus de 25 pays répartis sur 4 continents. Son travail principal, axé sur la problématique de la dette, consiste en la réalisation d'actions et l'élaboration d'[alternatives](#) radicales visant l'émergence d'un monde basé sur la souveraineté, la solidarité et la coopération entre les peuples, le respect de la nature, l'égalité, la justice sociale et la paix.
- Depuis la création du CADTM, le contexte international a évolué. Sur le plan de l'endettement, une évolution importante est à prendre en compte : la dette publique interne augmente très fortement. Globalement, deux grandes tendances opposées sont à l'oeuvre à l'échelle internationale. D'une part, l'offensive capitaliste néolibérale, menée principalement par le G7, le FMI, la BM et l'OMC, toutes au service des transnationales et du capital financier international, s'est poursuivie et approfondie. D'autre part, une contre-tendance se développe depuis la fin des années 1990 : puissantes mobilisations populaires contre l'offensive néolibérale, en particulier en Amérique latine, renforcement du mouvement social international qui lutte pour « d'autres mondes possibles », élection de présidents prônant une rupture avec le néolibéralisme, initiatives en matière d'audit de la dette et de suspension de paiement de la dette extérieure publique, début de récupération du contrôle de l'État sur des secteurs stratégiques et sur les ressources naturelles, échec de projet néolibéraux tels que l'ALCA, résistances à l'impérialisme en Irak, en Palestine et en Afghanistan. L'évolution du rapport de force entre ces deux grandes tendances dépendra largement des réactions populaires face à la crise internationale à multiples facettes (financière, économique, sociale, politique, alimentaire, énergétique, climatique, écologique, culturelle).

### **Charte politique**

1. La dette publique (externe et interne) engendre un transfert massif de richesses des peuples du Sud vers les prêteurs, les classes dominantes locales prélevant leur commission au passage. Tant au Nord qu'au Sud de la planète, la dette constitue un mécanisme de transfert des richesses créées par les travailleurs-euses et les petit(e)s producteurs-trices en faveur des capitalistes. L'endettement est utilisé par les prêteurs comme un instrument de domination politique et économique qui instaure une nouvelle forme de colonisation. Malgré leurs innombrables richesses naturelles et humaines, les peuples du Sud sont saignés à blanc. Dans la plupart des pays du Sud, le remboursement de la dette publique représente chaque année une somme supérieure aux dépenses d'éducation, de santé, de développement rural et de création d'emploi . Les initiatives d'allègement de dette de ces dernières années n'ont été que des marchés de dupes d'autant qu'elles ont été assorties de conditionnalités néfastes pour les pays qui en ont « bénéficié ».



2. L'objectif premier du CADTM est l'abolition immédiate et inconditionnelle de la dette publique du Tiers Monde et l'abandon des politiques d'ajustement structurel. Pour atteindre cet objectif, le CADTM International agit pour la réalisation des actions suivantes :

- Impulser des processus de diffusion, conscientisation, organisation et action des peuples endettés.
- Mise en place d'audits de la dette, avec participation citoyenne, ayant pour objectif de répudier toutes les dettes odieuses et illégitimes
- Décisions unilatérales et souveraines des gouvernements qui déclarent la nullité de la dette publique et stoppent le remboursement de celle-ci
- Rupture des accords avec le FMI et la Banque mondiale
- Mise en place d'un front uni de pays pour le non paiement de la dette
- Reconnaissance de la doctrine de la dette odieuse en droit international
- Refus de toute forme de conditionnalités imposées par les prêteurs
- Rétrocession aux citoyennes et citoyens des pays du Sud des avoirs détournés par les dirigeants corrompus du Sud, avec la complicité des institutions bancaires et des gouvernements
- Versement sans conditionnalité par les puissances du Nord de réparations au titre de la dette historique, sociale et écologique accumulée à l'égard des peuples du Sud
- Actions en justice contre les institutions financières internationales
- En cas de nationalisation de banques privées en faillite, récupération du coût de l'opération sur le patrimoine des grands actionnaires et des administrateurs
- Remplacement de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC par des institutions démocratiques qui mettent la priorité sur la satisfaction des droits humains fondamentaux dans les domaines du financement du développement, du crédit et du commerce international.
- Dénonciation de tous les accords (économique, politique, militaire, etc.) qui hypothèquent la souveraineté des peuples et perpétuent les mécanismes de la dépendance

3. Pour le CADTM, l'annulation de la dette ne constitue pas une fin en soi. Il s'agit d'une condition nécessaire, mais non suffisante, pour garantir la satisfaction des droits humains. Il faut donc nécessairement aller au-delà de l'annulation de la dette publique si l'humanité souhaite la réalisation de la justice sociale respectueuse de l'environnement. La dette fait partie d'un système qu'il s'agit de combattre dans son ensemble. Simultanément à l'annulation de dette, il est indispensable de mettre en pratique d'autres alternatives radicales parmi lesquelles :

- Eliminer la faim, la pauvreté et les inégalités.
- Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de la vie.
- Mettre en place une nouvelle discipline financière en restaurant des contrôles stricts sur les mouvements de capitaux et des marchandises, en taxant le capital (taxes globales, impôts sur les grosses fortunes), en levant le secret bancaire, en interdisant les paradis fiscaux, la spéculation et l'usure.
- Porter l'aide publique au développement, exclusivement sous la forme de dons et sans aucune conditionnalité, à 1% du revenu national brut des pays les plus industrialisés en la rebaptisant « Contribution de réparation et de solidarité », en excluant dans le calcul de celle-ci les annulations de dette et les montants ne servant pas les intérêts des populations du Sud.
- Mettre en place une mobilisation de ressources non génératrices d'endettement.
- Mettre en place des alternatives qui libèrent l'humanité de toutes les formes d'oppression :

oppression sociale, oppression patriarcale, oppression néocoloniale, oppression raciale, oppression de caste, oppression politique, oppression culturelle, sexuelle et religieuse.

- Mettre en place une politique environnementale ambitieuse qui vise à restaurer le climat.
- Assurer la souveraineté économique, politique et alimentaire des peuples.
- Interdire le brevetage du vivant
- Démilitariser intégralement la planète.
- Garantir le droit de circulation et d'établissement des personnes.
- Affirmer la supériorité des droits humains sur le droit commercial et imposer aux gouvernements, aux institutions financières internationales et aux entreprises le respect de différents instruments internationaux tels que la Déclaration universelle des droits humains (DUDH, 1948), la Convention sur les droits politiques de la femme (1952), le Pacte international sur les Droits économiques sociaux et culturels (PIDESC, 1966), le Pacte international sur les droits civils et politiques (PIDCP, 1966), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, 1981), la Déclaration sur le droit au développement (DDD, 1986), la Convention relative aux droits des travailleurs migrants et de leurs familles (1990), la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme (1998) et la Déclaration sur les droits des peuples autochtones (2007).
- Assurer la souveraineté des peuples sur leur vie et leur avenir, ce qui implique notamment de mettre dans le domaine public les ressources naturelles, les résultats de la Recherche et Développement, les autres biens communs de l'humanité et les secteurs stratégiques de l'économie.
- Sortir du système capitaliste basé sur la recherche du profit privé maximum, la croissance et l'individualisme afin de construire une société où ce sont les nécessités sociales et environnementales qui sont au cœur des choix politiques.

4. Pour parvenir à ces changements et réaliser l'émancipation sociale, le CADTM International considère que ce sont les peuples eux-mêmes qui devront relever le défi du changement. Ils ne doivent pas être libérés, ils doivent se libérer eux-mêmes. Par ailleurs, l'expérience a montré qu'il ne faut pas attendre des minorités privilégiées qu'elles prennent en charge le bien-être des populations. Comme l'affirme l'Appel de la Bastille de 1989, « *seule la solidarité des peuples peut briser le pouvoir de l'impérialisme économique. Cette solidarité ne signifie en aucun cas un soutien à ceux des régimes qui parachèvent la misère de leur pays, étouffent la voix et les droits des peuples* ». Le renforcement des mouvements sociaux est une priorité pour le CADTM. Il participe, dans une perspective internationaliste, à la construction d'un large mouvement populaire, conscient, critique et mobilisé. Convaincu de la nécessité de faire converger les luttes émancipatrices, le CADTM International soutient toutes les organisations et coalitions qui agissent pour l'égalité, la justice sociale, la préservation de la nature et la paix.

## ***Charte de fonctionnement du CADTM International***

### **I - Préambule**

1. Le réseau CADTM est un mouvement international qui lutte pour l'abolition de la dette publique du Tiers Monde, pour l'émancipation sociale, respectueux de la nature et libre de toute forme d'oppression.
2. Les organisations membres du réseau doivent favoriser les convergences entre tous les mouvements qui poursuivent des objectifs semblables ou complémentaires. La pratique de l'unité d'action et le respect de la diversité sont des principes essentiels de notre action.
3. Le réseau CADTM International, au fil des expériences accumulées, a développé une façon de fonctionner qui lui est propre. En adoptant une charte de fonctionnement, il ne s'agit pas de fixer définitivement une liste de normes à appliquer de manière rigide, mais plutôt de déterminer et préciser les principales règles et procédures internes qui caractérisent le travail en réseau et la dynamique d'ensemble du CADTM International. Cette charte peut être modifiée par l'assemblée mondiale du réseau comprenant ce point à l'ordre du jour.
4. Cette charte de fonctionnement se veut donc être un outil pour guider, d'une part, les décisions et actions des organisations membres du réseau ou des organisations qui souhaiteraient y adhérer, et d'autre part, toutes celles et tous ceux qui désirent renforcer la collaboration avec le CADTM International.

### **II – Charte de fonctionnement**

#### **Principes généraux d'organisation**

1. Le réseau CADTM International est un réseau qui fonctionne de manière horizontale : il n'existe pas de structure de direction internationale du réseau. L'assemblée mondiale du réseau est l'instance où se déterminent les grandes orientations du réseau. Une assemblée mondiale du réseau doit avoir lieu tous les deux ans. A l'issue de l'assemblée mondiale du réseau sont fixées les modalités de convocation, de financement et de composition de la prochaine réunion de l'assemblée mondiale. L'assemblée mondiale met en place des commissions de travail. Le quorum requis pour la tenue de l'assemblée mondiale est la moitié plus un des organisations membres. Les adhésions et les exclusions sont de la compétence de l'assemblée mondiale.
2. Le secrétariat international, assuré jusqu'à aujourd'hui par le CADTM Belgique, joue un rôle de coordination. Il a notamment pour tâche de faciliter la communication interne au réseau, renforcer la visibilité des actions et des analyses du réseau et de ses organisations membres notamment via le site internet du CADTM et les bulletins électroniques, aider les organisations membres du réseau à appliquer les décisions du réseau mondial, coordonner l'intervention des organisations membres du réseau lors de rendez-vous internationaux, favoriser la collaboration avec les autres organisations internationales avec lesquelles le réseau collabore. Dans un futur à définir, afin d'assurer une rotation, le secrétariat international du réseau pourrait être assuré par une autre organisation membre du réseau qui sera désignée par l'assemblée mondiale du réseau.

3. Chaque organisation membre du réseau est indépendante financièrement. Une organisation membre ne peut pas devenir le bailleur de fonds principal d'une autre organisation membre. Des aides financières ponctuelles sont cependant acceptées, voire encouragées. Chaque organisation membre, avec une aide éventuelle d'une autre organisation membre, a la responsabilité de trouver les ressources financières nécessaires pour renforcer ses capacités d'action et financer ses activités au niveau national, régional ou international. Chaque organisation membre, en coordination avec le secrétariat international, doit avoir pour objectif de réunir les moyens financiers nécessaires pour assurer sa participation aux assemblées mondiales du réseau. Les sources et les modalités de financement doivent être compatibles avec l'esprit de la charte politique du CADTM International.
4. Chaque organisation est autonome et a toute la latitude pour déterminer son programme d'actions, tant que celui-ci n'entre pas en contradiction avec la Charte politique. La préparation, l'organisation et la réalisation des actions spécifiques à chaque organisation se réalisent de manière autonome et démocratique.
5. Le réseau CADTM International met l'accent sur le renforcement du travail régional. Les membres du réseau international du CADTM se répartissent en ateliers régionaux qui sont actuellement au nombre de 6: Afrique centrale, Afrique de l'Ouest, Amérique latine et Caraïbe, Asie, Europe et Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA). Chaque organisation membre vise à renforcer et consolider l'autonomie et les capacités d'action de l'atelier régional dont elle fait partie afin de renforcer le réseau mondial dans son ensemble. L'assemblée mondiale a le pouvoir de créer de nouveaux ateliers régionaux.
6. Les quatre principales étapes pour adhérer au réseau CADTM International sont les suivantes :
  - a. Collaboration effective et continue avec une ou plusieurs organisations membres du réseau international ;
  - b. Soutien de la candidature par une organisation membre de l'atelier concerné ;
  - c. Réunion en atelier régional et approbation par les membres de cet atelier ;
  - d. Adhésion formelle lors de l'assemblée mondiale du réseau.

## **7. Obligations et responsabilités**

8. En tant que membre du Réseau CADTM International, chaque organisation :
9. Marque son accord avec la charte politique du CADTM et conforme son activité à l'esprit général de cette charte dans les analyses qu'elle diffuse et les actions qu'elle entreprend.
10. Applique les principes de démocratie et de transparence dans ses prises de décisions, que ce soit au niveau national ou au niveau régional.
11. Pratique au sein de l'organisation de la parité entre les femmes et les hommes et agit dans la société pour que l'égalité devienne réalité. Les organisations membres du réseau agissent consciemment en leur sein et dans la société pour mettre fin à toute forme d'oppression des femmes.

12. Partage ses analyses et expériences avec l'ensemble des membres du réseau, notamment en :
  - a. communiquant de manière adéquate sur ses activités passées, présentes et à venir. Cette communication sera destinée, selon l'objectif et la pertinence, vers le secrétariat international, l'atelier régional concerné, les commissions de travail thématique ou encore à l'ensemble des membres du réseau ;
  - b. mettant à disposition de l'ensemble du réseau les différentes productions, analyses, publications et outils didactiques réalisés ;
  - c. participant activement à l'enrichissement du site Internet du CADTM.
  
13. Inscrit ses actions dans la perspective de renforcement des capacités et de l'autonomie des ateliers régionaux, notamment en :
  - a. favorisant l'amélioration de la communication interne régionale ;
  - b. soutenant activement les activités réalisées par les organisations membres du même atelier régional ;
  - c. encourageant l'élaboration collective et la production d'analyses et ouvrages ;
  - d. consolidant les collaborations avec les partenaires régionaux concernés.
  
14. Inscrit ses actions dans la perspective de la dynamique d'ensemble du réseau CADTM International, notamment en :
  - a. s'engageant à renforcer ses connaissances sur la dette, les IFI et l'ensemble des problématiques abordées par le CADTM (notamment en lisant et en s'appropriant les productions du CADTM), à diffuser le plus largement possible les analyses du CADTM, notamment à travers des actions de formation et d'éducation citoyenne ;
  - b. renforçant la production d'analyse sur les problématiques qui concernent le CADTM d'un point de vue local, national et international ;
  - c. coordonnant la dynamique propre à l'atelier régional avec la dynamique d'ensemble du Réseau international ;
  - d. soutenant les initiatives prises par les autres membres du réseau ;
  - e. soutenant les initiatives prises par le mouvement dette en général.
  
15. L'exclusion d'un membre du réseau international est décidée en assemblée mondiale en cas de violation de la charte politique, en cas de comportement raciste, sexiste ou de toute autre attitude ou action en contradiction avec l'esprit de cette charte. Les ateliers régionaux sont l'endroit où l'exclusion est discutée et proposée avant la décision en assemblée mondiale.